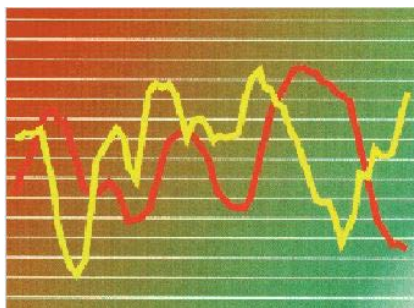


POINT DE CONJONCTURE



2 DÉCEMBRE 2020

Sommaire

Présentation	2
Activité économique	4
<i>Le climat conjoncturel a été moins noir en novembre qu'en avril</i>	9
Consommation des ménages	14
<i>Moins affectée lors du deuxième confinement, la consommation des ménages demeure très disparate selon les secteurs</i>	18
<i>Comment la deuxième vague de restrictions sanitaires a-t-elle affecté l'opinion des ménages sur leur situation financière et leur épargne ?</i>	22
Développements internationaux	24

Présentation

En novembre, le deuxième confinement aurait davantage affecté la consommation des ménages que la production

Les enquêtes de conjoncture collectées auprès des entreprises et des ménages, ainsi que les données à haute fréquence, fournissent un diagnostic convergent quant à l'activité économique du mois de novembre en France. Au niveau global, les pertes d'activité apparaissent plus réduites qu'au printemps, même si elles restent considérables : en novembre, l'activité au sens du PIB se serait située à 12 % sous son niveau d'avant-crise – une estimation légèrement adoucie par rapport au dernier *Point de conjoncture*, à la suite notamment de la révision à la hausse des comptes nationaux du troisième trimestre – contre environ 30 % en avril.

Le choc sur la consommation des ménages aurait été d'un ordre de grandeur relativement proche (-14 % estimé en novembre, par rapport au niveau d'avant-crise), mais sans doute un peu plus rude que sur le PIB. En effet, même si l'on assiste au développement de la vente à distance et d'autres services de livraison à domicile, les restrictions sanitaires visent à atténuer les brassages de population et portent donc surtout sur certains pans de la demande émanant des ménages (fermeture des restaurants et des bars, de certaines activités de loisirs et des commerces « non essentiels », limitation des transports).

L'horizon s'éclaircit prudemment pour la fin de l'année : en décembre, la consommation des ménages rebondirait assez nettement

À court terme, la situation économique reste très évolutive et largement tributaire de la situation sanitaire. La deuxième vague épidémique amorce sa décrue, permettant de poser quelques jalons pour le mois de décembre : conditionnellement à la poursuite de cette décrue, les contraintes sanitaires seraient desserrées par paliers, avec la réouverture de tous les commerces dès la fin novembre, puis de certaines activités de loisirs mi-décembre, moment où un couvre-feu succéderait au confinement de la population. D'autres activités (en particulier l'accès aux salles des restaurants) ne rouvriraient que courant janvier.

Ces informations permettent d'affiner notre scénario pour la fin de l'année. Nous estimons que l'activité économique au sens du PIB pourrait se situer en décembre 8 % sous son niveau d'avant-crise. La consommation des ménages rebondirait de manière un peu plus marquée que le PIB, pour se situer 6 % sous son niveau d'avant-crise. Ces chiffres gagneront bien sûr à être corroborés par les données à haute fréquence quand celles-ci seront disponibles pour début décembre.

Le PIB français se contracterait d'environ 9 % en 2020

Au total, en prenant en compte ces hypothèses pour la fin de l'année, le PIB du quatrième trimestre 2020 se contracterait de 4 ½ % en variation trimestrielle (après un rebond de +18,7 % au troisième trimestre, en lien avec le premier déconfinement). Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB reculerait d'environ 9 % par rapport à 2019.

Cette prévision de contraction annuelle du PIB est semblable à celle que nous avons établie début juillet dernier. Entre-temps néanmoins, la chronique mensuelle a été plus heurtée que ce qui était escompté. D'un côté, le premier déconfinement a entraîné un rebond économique plus vigoureux qu'attendu. De l'autre et en sens inverse, la résurgence de l'épidémie grève l'activité économique au quatrième trimestre.

La crise sanitaire dessine un paysage conjoncturel contrasté à tous les niveaux : entre les secteurs d'activité, entre les pays, entre les continents

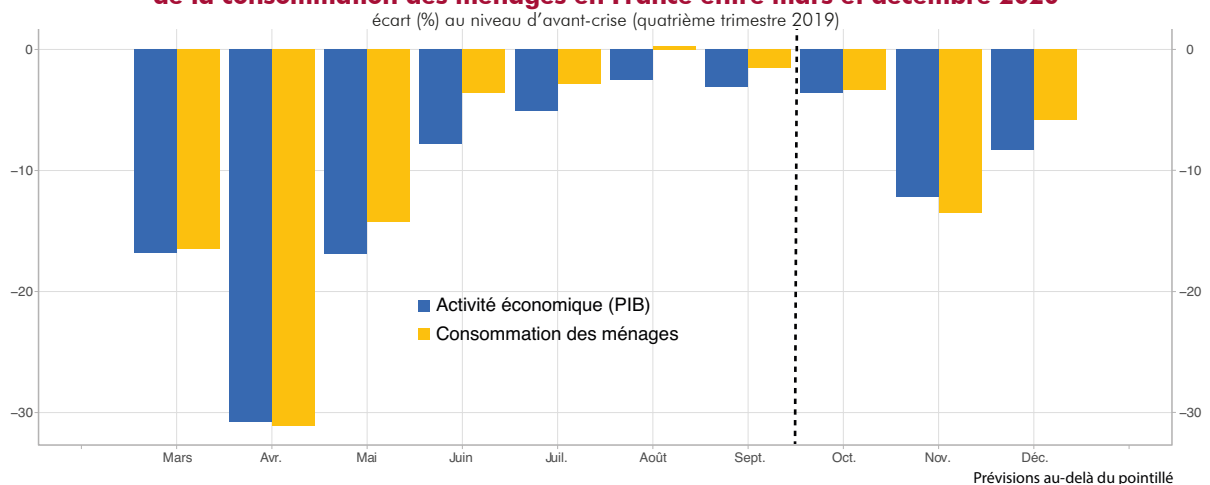
Au sein de chaque pays, les pertes d'activité économique sont loin d'être uniformes car elles dépendent étroitement du degré d'exposition de chaque secteur aux mesures d'endiguement sanitaire. L'impact global à court terme de la crise sanitaire dépend donc notamment de la structure sectorielle de chaque économie et du degré de sévérité des restrictions, lui-même lié à l'intensité de l'épidémie.

La France a abordé la deuxième vague épidémique avec un PIB du troisième trimestre en retrait de « seulement » 4 % sous son niveau d'avant-crise, à peu près comme l'Allemagne, mais après des pertes d'activité plus marquées au printemps. Les données à haute fréquence tout comme les enquêtes de conjoncture suggèrent des pertes également plus lourdes en France à l'occasion du deuxième confinement, sans préjuger néanmoins des rythmes respectifs des rebonds à venir dans les deux pays. L'Espagne et le

Royaume-Uni ont quant à eux abordé la deuxième vague avec un écart deux fois plus important que la France et l'Allemagne par rapport au niveau d'avant-crise¹.

Enfin, même si l'épidémie reste mondiale, l'Asie apparaît à ce stade relativement épargnée par la vague automnale qui sévit en Europe et en Amérique du Nord. En particulier, l'économie chinoise poursuit son redressement, après un choc certes très rude mais circonscrit au premier trimestre. La Chine vient ainsi de devenir le premier partenaire commercial de l'Union européenne, devant les États-Unis. ■

Estimations et prévisions mensuelles du PIB et de la consommation des ménages en France entre mars et décembre 2020



Lecture: en décembre 2020, l'activité économique (PIB) serait en retrait d'environ 8 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. La consommation des ménages serait quant à elle 6 % sous son niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

1. Pour continuer à mesurer l'activité économique pendant la crise sanitaire, les comptables nationaux ont dû adapter leurs méthodes à la singularité de la situation, en particulier lors du premier confinement. Ces adaptations ont pu affecter temporairement la comparabilité des résultats entre les différents pays, concernant notamment les services non marchands produits par les administrations publiques. Un billet paru le 27 novembre sur le blog de l'Insee fait le point sur ce sujet : <https://blog.insee.fr/sante-education-services-administratifs-la-difficile-mesure-des-activites-non-marchandes-en-temps-de-crise-sanitaire/>. De fait, avant la crise sanitaire, les comptes trimestriels ne cherchaient pas à capter un éventuel profil infra-annuel de ces volumes d'activité puisque les activités non marchandes n'étaient pas affectées par les cycles conjoncturels. Pendant la crise, les comptables français ont donc eu exceptionnellement recours à l'enquête Emploi et à diverses sources de données pour rendre compte au mieux de la conjoncture dans ce secteur, mais tous les pays n'ont pu faire de même. La comparabilité des données a donc été altérée, même si les écarts restent a priori dans des proportions qui ne remettent pas en cause les ordres de grandeur au niveau de l'économie prise dans son ensemble et ne jouent qu'à court terme sans introduire de biais tendanciel.

Activité économique

Après une chute inédite de l'activité économique au deuxième trimestre 2020, à $-18,9\%$ en écart au quatrième trimestre 2019, puis un fort rebond ramenant cet écart à $-3,7\%$ au troisième trimestre, le dernier trimestre de 2020 est marqué par une deuxième vague épidémique et la mise en place, fin octobre, d'un nouveau confinement de la population française.

Ce dernier diffère toutefois du confinement du printemps quant à son périmètre (restrictions un peu moins contraignantes) et sa durée (10 jours de moins, en supposant une levée de la plupart des restrictions de mobilité à la mi-décembre), ce d'autant plus en considérant l'apprentissage induit par l'expérience du printemps. Ainsi, l'écart d'activité avec le niveau d'avant-crise se serait certes creusé à nouveau en novembre, à -12% , mais de façon moindre qu'en avril (-30% environ).

À l'inverse, la levée des restrictions entamée fin novembre est prévue pour être plus graduelle qu'en mai : à partir du 28 novembre, réouverture des commerces « non essentiels » et circulation autour du domicile autorisée jusqu'à 20 km ; à partir du 15 décembre, réouverture des activités culturelles, circulation autorisée sans limite mais instauration d'un couvre-feu ; enfin, à partir du 20 janvier, réouverture des restaurants notamment. Le rebond de l'activité économique, mécaniquement moins vif du fait d'une chute moindre en novembre, serait donc aussi atténué par des mesures de restrictions en partie prolongées jusqu'en janvier : la perte d'activité se situerait ainsi à -8% en décembre.

Au total, l'écart d'activité au niveau d'avant-crise serait en moyenne de -8% au quatrième trimestre. Le PIB reculerait de $4\frac{1}{2}\%$ en variation trimestrielle au quatrième trimestre, et de 9% en moyenne annuelle entre 2019 et 2020.

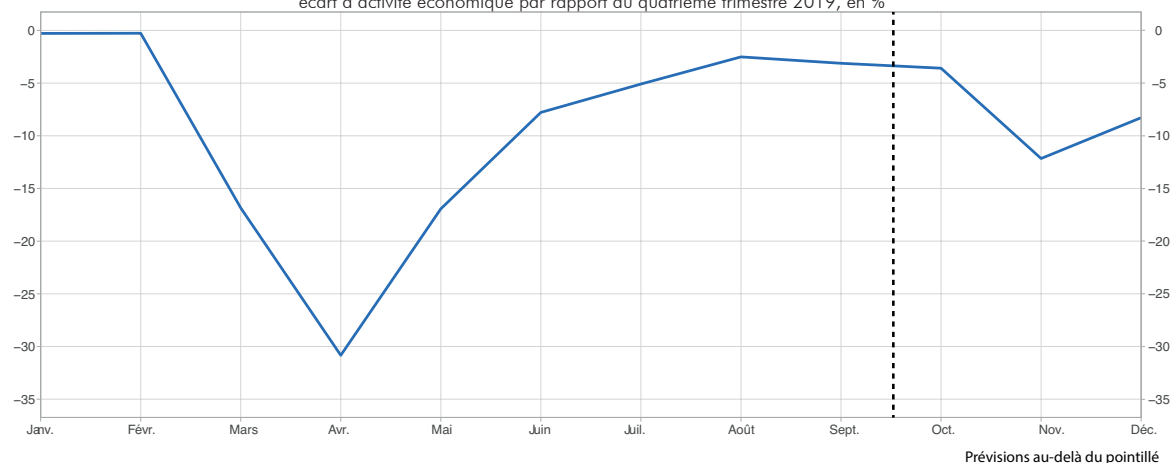
Après un vif rebond en partie mécanique au troisième trimestre, l'activité économique française chuterait à nouveau lors d'un quatrième trimestre en partie confiné

Depuis le Point de conjoncture du 17 novembre 2020, la publication des résultats détaillés des comptes trimestriels a conduit à réviser légèrement à la hausse la croissance du PIB au troisième trimestre ($+18,7\%$ au lieu de $+18,2\%$ dans la première estimation de fin octobre). L'écart d'activité à son niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019) s'est ainsi réduit à $-3,7\%$ au troisième trimestre, après $-18,9\%$ au trimestre précédent. Le rebond de l'activité, particulièrement vif en juin, s'est poursuivi pendant la période estivale de juillet et août, avant de s'atténuer très légèrement en septembre (graphique 1).

Avec la résurgence de l'épidémie, le renforcement progressif des mesures de protections sanitaires a affecté l'activité en octobre et plus encore en novembre avec l'entrée en vigueur d'un nouveau confinement. Celui-ci ne constitue pas pour autant une réplique exacte du premier confinement

1 - Perte d'activité mensuelle estimée puis prévue

écart d'activité économique par rapport au quatrième trimestre 2019, en %



Lecture : en novembre, l'activité économique aurait été en retrait d'environ 12 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle s'établirait en décembre à -8% .

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

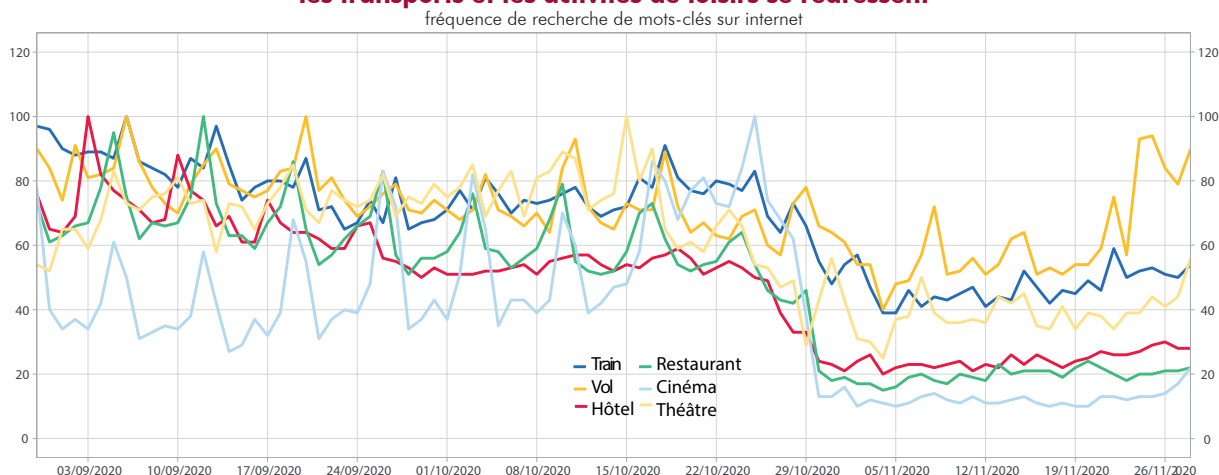
(maintien de l'ouverture de certains magasins, notamment dans le commerce de gros, maintien de l'accueil des élèves dans les établissements scolaires...). Il intervient également alors qu'une partie des activités économiques bénéficient de l'expérience acquise au printemps : lorsque le télétravail n'est pas possible, les protocoles sanitaires sont désormais rodés pour permettre le travail sur site, tant dans les usines que sur les chantiers.

À cet égard, les indicateurs « à haute fréquence », mobilisés dans le dernier *Point de conjoncture* comme signaux avancés de l'activité de certains secteurs, se situent dans le prolongement de ce qui avait pu déjà être observé sur les premières semaines du mois de novembre. Ainsi, s'agissant des services soumis aux restrictions, le nombre de requêtes des mots « restaurant » ou « hôtel » sur le moteur de recherche Google semble

avoir atteint un point bas début novembre et se situe depuis lors en légère augmentation, tout comme celles des mots « vol » et « train », en lien peut-être avec des anticipations quant aux semaines à venir (*graphique 2*). Les requêtes des mots « cinéma » et « théâtre » se sont relevées sensiblement à la fin du mois de novembre, là aussi sans doute en prévision des réouvertures prévues le 15 décembre. L'indicateur de temps total passé chez soi, en écart à une situation normale, ne montre pas d'évolution notable pour le mois de novembre par rapport à ce qui avait pu être publié dans le dernier *Point* (*graphique 3*).

Le trafic routier en France, qui s'était contracté autour de -50 % (poids lourds) et autour de -70 % (tous véhicules) pendant le confinement du printemps, apparaît moins affecté par le deuxième confinement (*graphique 4*) : autour de -30 % pour

2 - Durant les derniers jours de novembre, les requêtes sur internet concernant les transports et les activités de loisirs se redressent

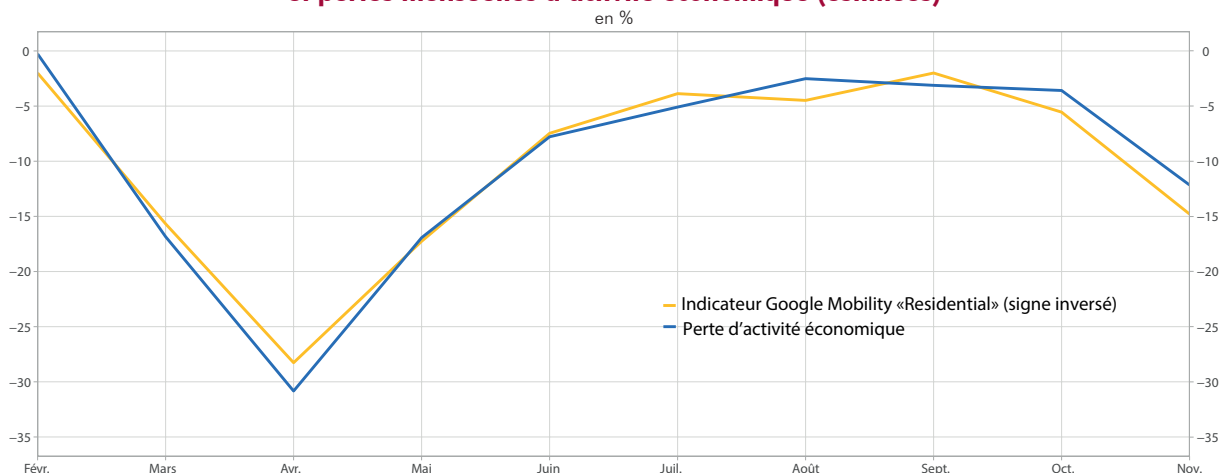


Note : pour chaque série, l'indice est fixé à 100 au maximum de fréquence observé durant les 90 derniers jours.

Lecture : le samedi 28 novembre 2020, le nombre de requêtes en France dans le moteur de recherche Google pour le mot « cinéma » s'établit à 22 % du nombre de requêtes similaires observées le dimanche 25 octobre 2020 (maximum de la série du nombre de ces requêtes depuis le 30 août 2020).

Source : Google Trends

3 - Indicateur de temps total mensuel passé chez soi (en écart par rapport à une situation normale) et pertes mensuelles d'activité économique (estimées)



Note : pour novembre, les données de l'indicateur sont actuellement disponibles jusqu'au 24 novembre. Les valeurs mensuelles sont la moyenne des valeurs quotidiennes de l'indicateur.

Lecture : en avril 2020, le temps passé chez soi a été supérieur de 28 % par rapport à une situation normale.

Source : Google Maps Mobility et Insee

Conjoncture française

le trafic tous véhicules, et proche de la normale pour le trafic poids lourds. Si les déplacements globaux ont diminué avec la restriction des déplacements à 1 km autour du domicile et la reprise du télétravail, les déplacements plus directement liés à l'activité, notamment industrielle, semblent s'être maintenus.

Au quatrième trimestre, l'activité se dégraderait, notamment dans les services les plus directement affectés par le confinement, mais résisterait davantage dans l'industrie et la construction

Comme dans le *Point de conjoncture* du 17 novembre, l'estimation d'activité pour le mois de novembre a été réalisée en mobilisant plusieurs sources d'informations et méthodes (indicateurs « à haute fréquence », enquêtes de conjoncture, remontées des fédérations professionnelles, pertes d'activité d'avril, mai et juin comme points de comparaison pour les branches directement affectées par le reconfinement, estimation de la diffusion du choc dans les branches les plus interdépendantes de celles directement affectées...). Outre la publication des résultats détaillés des comptes nationaux du troisième trimestre, les premières remontées sur la production industrielle du mois d'octobre ont permis d'affiner l'estimation de l'activité pour ce mois.

Au total, l'activité économique se serait située en novembre à 12 % en deçà de son niveau d'avant-crise, soit une estimation légèrement plus favorable que la prévision du dernier *Point*

(-13 %), et après -4 % en octobre (*tableau 1*) : la révision s'explique d'une part par le rebond de l'activité au troisième trimestre plus fort que prévu et, d'autre part, par l'allègement des restrictions commencé dès le dernier week-end du mois. La prévision d'activité pour l'ensemble du quatrième trimestre reste incertaine, dépendante de l'évolution de l'épidémie en décembre, laquelle conditionne le rythme de levée des restrictions sanitaires. Le scénario retenu pour le mois de décembre est celui d'un allègement en trois étapes des mesures de restrictions, conformément à ce qui a été annoncé la semaine dernière par les pouvoirs publics :

- la première étape, à partir du 28 novembre, consiste notamment en la réouverture des commerces « non essentiels » avec un protocole sanitaire renforcé mais avec des facilités d'ouverture le dimanche pendant cette période d'achats habituellement intense en prévision des fêtes. Les restrictions de mobilité sont également allégées (déplacements autour du domicile autorisés jusqu'à 20 km, et ce pendant trois heures) ;

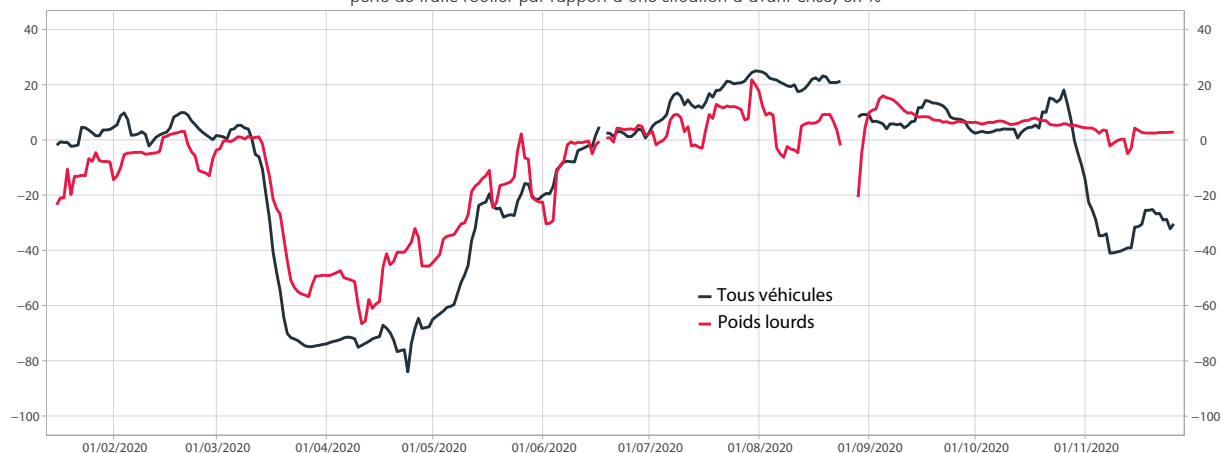
- la deuxième étape, à partir du 15 décembre, marquerait la fin des restrictions de déplacement, remplacées par un couvre-feu sur l'ensemble du territoire (hormis pendant les réveillons des 24 et 31 décembre). Les cinémas, théâtres et musées pourraient reprendre leur activité ;

- la troisième étape, le 20 janvier 2021, consisterait notamment en la réouverture des restaurants et salles de sport, ainsi que l'assouplissement du couvre-feu.

Compte tenu de ce scénario, l'activité progresserait en décembre, revenant à 8 % en deçà du niveau d'avant-crise. *In fine*, la perte d'activité serait alors de -8 % au quatrième trimestre 2020, par rapport au quatrième trimestre 2019. Après avoir rebondi

4 - Trafic routier en France

perte de trafic routier par rapport à une situation d'avant-crise, en %



Note : l'indice est construit en comparant le trafic actuel à un trafic « avant-crise ». Afin que cette référence soit la plus « juste possible », celle-ci est calculée sur le débit moyen journalier du 13 janvier au 2 février 2020 pour éviter les effets liés aux vacances scolaires et au début du confinement. Pour plus de lisibilité, on a lissé la série avec une moyenne mobile sur 7 jours.

Lecture : le 8 novembre 2020, le trafic routier en France était de 2 % inférieur pour les poids lourds et de 41 % inférieur pour tous les véhicules, par rapport à un jour comparable d'avant-crise.

Source : Cerema, calculs Insee

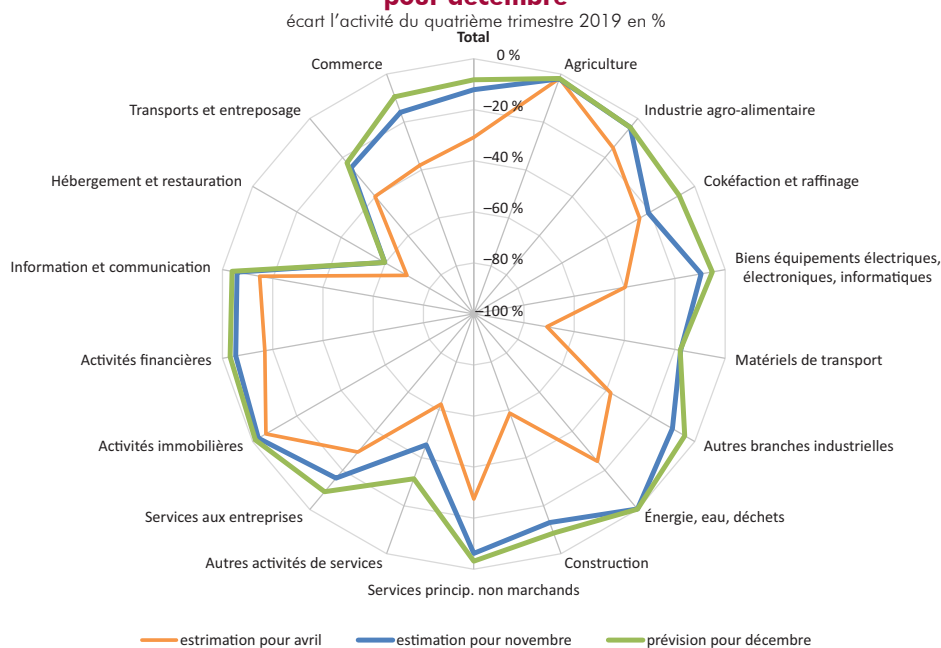
de +18,7 % au troisième trimestre (en évolution), le PIB baisserait donc à nouveau au quatrième trimestre, de l'ordre de 4 ½ % (tableau 1). En moyenne annuelle, le PIB reculerait d'environ 9 % en 2020 par rapport à 2019.

Dans l'ensemble, le mois de novembre se serait caractérisé par un recul notable de l'activité, mais moindre qu'en avril, et ce dans toutes les branches (graphique 5). Cette différence par rapport au mois d'avril traduit, pour plusieurs branches, leur moindre exposition aux mesures de restrictions mises en place fin octobre : c'est le cas par exemple des activités scientifiques et de soutien (contexte général moins dégradé et entreprises poursuivant dans l'ensemble leur activité), de la construction (poursuite des chantiers), du commerce et réparation (contexte moins dégradé et périmètre plus large des magasins non fermés réglementairement) ou encore de la plupart des branches de l'industrie (usines en activité). D'autres branches, en revanche, ont été directement affectées par les mesures de restrictions et auraient donc enregistré à nouveau un net recul de leur activité (hébergement-restauration, services de transports, activités de loisirs...), même si certaines d'entre elles ont pu s'adapter en partie au cadre réglementaire du confinement (vente à emporter dans les restaurants, collecte d'achats prépayés dans les librairies...).

Ainsi, en novembre, les pertes d'activité les plus fortes (tableau 2) se seraient situées dans l'hébergement-restauration, les autres activités de services et les services de transport, avec un impact moindre sur les branches en amont (tel l'agro-alimentaire). Les anticipations négatives, même dans des branches où les contraintes réglementaires sont faibles, auraient aussi pu contribuer à dégrader l'activité, ainsi dans la construction ou les activités scientifiques et techniques et des services administratifs et de soutien. Dans d'autres branches, comme la fabrication de matériels de transport, l'activité se serait à peu près maintenue par rapport à octobre.

En décembre, la levée par étapes des mesures de restriction entraînerait une reprise graduelle de l'activité avec toutefois des disparités selon les secteurs. L'ouverture des commerces « non essentiels » fin novembre stimulerait le commerce de détail et l'activité des industries manufacturières (fabrication de biens d'équipement ou d'autres produits industriels tels que l'habillement ou l'ameublement), compte tenu du rebond associé de la demande et du contexte des fêtes de fin d'année. Les autres activités de services et les transports verraient une légère amélioration de leur situation, à respectivement -31 % et -23 %, tandis que l'hébergement-restauration resterait au même niveau qu'en novembre du fait notamment de

5 - Comparaison des pertes d'activité par branche estimées pour avril et novembre puis prévues pour décembre



Lecture : en novembre, l'activité économique de la branche des transports et entreposage serait en retrait d'environ 25 % par rapport au niveau d'avant-crise selon notre scénario médian, contre -40 % en avril.

Note : la réduction de la surface représentée n'est pas proportionnelle à la réduction de l'activité car la visualisation n'intègre pas les différents poids des secteurs.

Source : estimations Insee à partir de sources diverses

Conjoncture française

la non-réouverture des bars et restaurants. Au total, l'industrie comblerait son écart d'activité presque de moitié, passant de -8 % en novembre à -5 % en décembre, et les services principalement marchands le combleraient

d'un tiers environ, passant de -16 % en novembre à -11 % en décembre, même si les évolutions seraient assez hétérogènes selon les branches. ■

Tableau 1 - Estimation puis prévision des pertes d'activité économique en 2020
en %

	Premier trimestre 2020	Deuxième trimestre 2020	Troisième trimestre 2020	Quatrième trimestre 2020	2020
évolution	-5,9	-13,8	18,7	-4,4	-9,1
perte d'activité	-5,9	-18,9	-3,7	-8,0	

Lecture : au quatrième trimestre, la perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise est estimée à -8 % ; soit une chute du PIB d'environ -4 ½ % par rapport au troisième trimestre, après un rebond de 18,7 % au troisième.

Note : la perte d'activité économique d'un mois ou trimestre donné est mesurée par rapport au quatrième trimestre 2019. En revanche, la variation de PIB un trimestre donné est, par définition, calculée à partir du niveau d'activité du trimestre précédent.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses*

Tableau 2 - Prévision détaillée de perte d'activité au quatrième trimestre 2020
en écart au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019), en %

Branches	Poids*	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Estimation pour octobre	Estimation pour novembre	Prévision pour décembre	Prévision pour le quatrième trimestre	Contrib. pour le quatrième trimestre (point de pourcentage)
Agriculture, sylviculture et pêche	2%	-1,9	-1,6	-2	-2	-2	-2	0
Industrie	14%	-23,1	-6,6	-2	-8	-5	-5	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2%	-9,7	-1,6	-3	-5	-5	-4	0
Cokéfaction et raffinage	0%	-17,5	-29,0	-7	-21	-7	-12	0
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1%	-24,1	-5,6	-5	-10	-5	-6	0
Fabrication de matériels de transport	2%	-50,9	-20,7	-18	-18	-18	-18	0
Fabrication d'autres produits industriels	6%	-23,9	-5,7	-3	-10	-5	-6	0
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2%	-14,4	-4,2	15	0	0	5	0
Construction	6%	-31,3	-5,5	-5	-13	-9	-9	-1
Services principalement marchands	57%	-18,1	-4,6	-5	-16	-11	-11	-6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10%	-19,7	-3,3	-3	-16	-9	-9	-1
Transports et entreposage	5%	-29,8	-10,5	-20	-25	-23	-23	-1
Hébergement et restauration	3%	-52,6	-13,1	-28	-60	-60	-49	-1
Information et communication	5%	-10,0	-4,3	-2	-6	-4	-4	0
Activités financières et d'assurance	4%	-10,2	-1,4	-1	-5	-3	-3	0
Activités immobilières	13%	-3,1	0,0	0	-3	-1	-1	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14%	-20,4	-5,1	-2	-16	-9	-9	-1
Autres activités de services	3%	-41,9	-14,9	-20	-45	-31	-32	-1
Services principalement non marchands	22%	-15,7	0,6	0	-6	-3	-3	-1
Total	100%	-18,9	-3,7	-4	-12	-8	-8	-8
dont principalement marchands	78%	-19,6	-5,0	-5	-14	-10	-9	-7
dont principalement non marchands	22%	-15,7	0,6	0	-6	-3	-3	-1

* Poids de la branche dans la valeur ajoutée totale, en 2018.

Lecture : l'activité économique aurait diminué de 12 % en novembre, par rapport au niveau d'avant-crise (quatrième trimestre 2019). Elle diminuerait de 8 % au quatrième trimestre 2020. L'industrie, dont la perte d'activité au quatrième trimestre 2020 est estimée à 5 %, contribuerait à hauteur de 1 point de pourcentage à la perte totale d'activité au quatrième trimestre.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses*

Le climat conjoncturel a été moins noir en novembre qu'en avril

En novembre 2020, dans le contexte du deuxième confinement, le climat des affaires s'est nettement détérioré, moins cependant qu'en avril dernier. L'inquiétude des chefs d'entreprise sur leurs perspectives d'activité et d'effectifs s'est avivée, là aussi moins fortement que lors du premier confinement. Les perspectives d'activité ont été jugées très ébranlées dans les commerces « non essentiels » et dans l'hébergement-restauration.

En novembre 2020, le climat conjoncturel s'est assombri à nouveau en France, dans le sillage d'une deuxième vague de l'épidémie de Covid-19 et d'un nouveau confinement de la population. Après le choc très brutal d'avril dernier, les climats des affaires des principaux secteurs économiques s'étaient redressés progressivement, sans avoir retrouvé à la fin de l'été leur niveau d'avant la crise sanitaire. Novembre a marqué un nouveau recul, déjà entamé en octobre dans le secteur des services. Cependant, cette contraction a été moins ample que celle d'avril, quand les indicateurs de climat étaient tombés à un niveau très bas, bien en deçà de leur niveau moyen (100). La baisse de novembre a été moins prononcée que celle d'avril à la fois parce qu'elle partait d'un niveau déjà affaibli et parce que son point de chute a été moins bas qu'en avril: les climats des affaires sont descendus à des niveaux certes bien inférieurs à leur niveau moyen, mais pas autant qu'en avril (*graphique 1*).

Il en est de même du climat de l'emploi. Cet indicateur, calculé à partir des soldes d'opinion sur l'évolution récente et prévue des effectifs dans les différents secteurs, s'est nettement affaibli en novembre mais n'est pas tombé pas aussi bas qu'il l'avait fait en avril.

Au niveau sectoriel, le climat des affaires s'est dégradé dans chacun des grands secteurs économiques, selon toutefois des ampleurs différentes. En novembre, le climat des affaires a mieux résisté dans l'industrie, où l'activité a pu se poursuivre peu

ou prou, que dans les services et le commerce de détail et automobile, où fermetures administratives ou clientèle raréfiée se sont imposées à certaines activités, comme l'hébergement-restauration ou la vente en magasin spécialisé pour les commerces listés « non essentiels ».

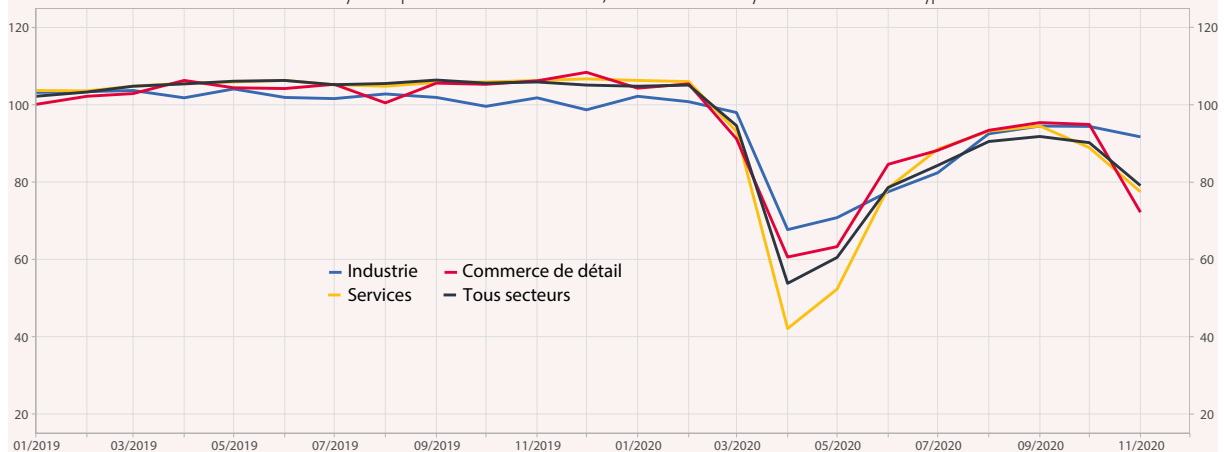
Une vague de pessimisme sur les perspectives d'activité et d'emploi moins déferlante qu'en avril

Les entreprises ont revu à la baisse leurs anticipations, notamment leurs perspectives d'activité et d'emploi. En cette période perturbée, les soldes d'opinion relatifs à ces questions (cf. *Méthode*) doivent toutefois être interprétés avec prudence : parmi les quelques dizaines de commentaires libres recueillis au travers des enquêtes de conjoncture, une part notable souligne la grande incertitude du moment et la difficulté à se projeter sur les trois prochains mois – période de temps adoptée pour les questions sur le futur, harmonisée au niveau européen. Cependant, les opinions de novembre peuvent être rapprochées de celles d'avril, également émises dans un contexte très incertain.

En novembre 2020, les chefs d'entreprises jugeaient bien dégradées les perspectives générales d'activité dans leur secteur pour les trois prochains mois, mais leur pessimisme n'a pas été aussi noir qu'en avril (*graphique 2*). Cependant, ce solde a davantage plongé dans le commerce de détail et automobile que dans l'industrie et les services, comparativement à son niveau moyen et à celui où il se situait en septembre.

1 - Le climat conjoncturel s'est moins dégradé que lors du premier confinement

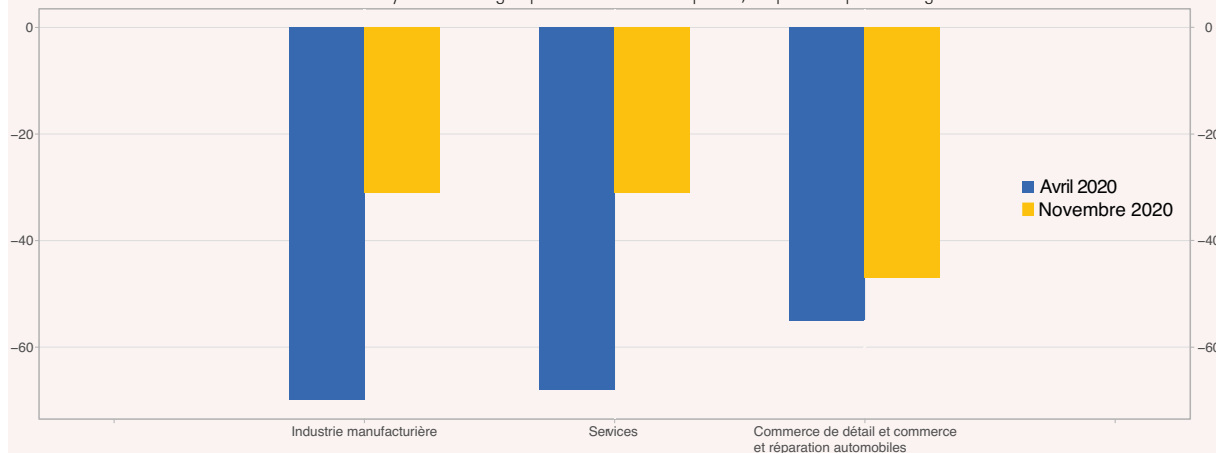
indicateurs synthétiques du climat des affaires, normalisés de moyenne 100 et d'écart-type 10



Source : Insee

2 - Opinion sur les perspectives générales d'activité par rapport à sa moyenne

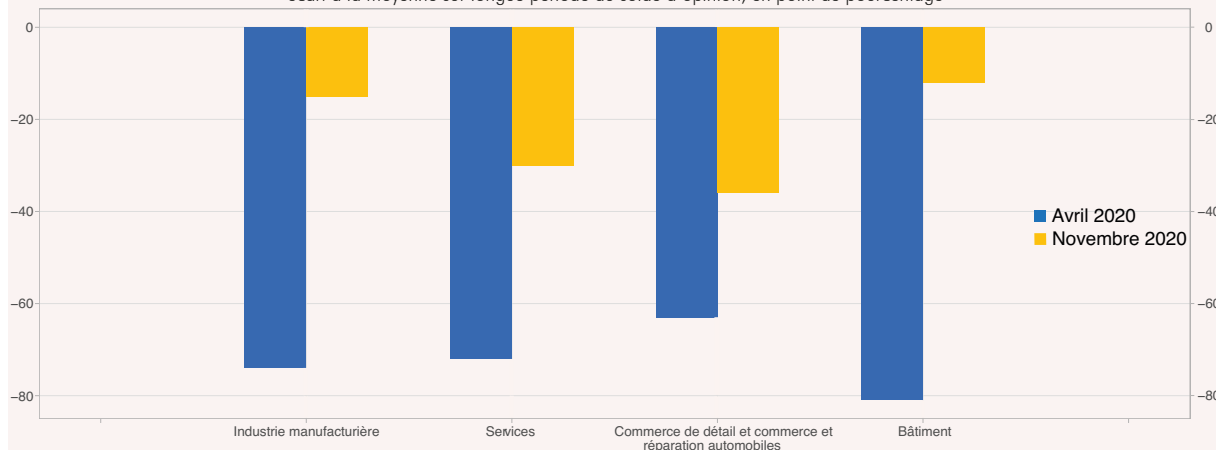
écart à la moyenne sur longue période du solde d'opinion, en point de pourcentage



Source : Insee

3 - Opinion sur les perspectives personnelles d'activité par rapport à sa moyenne

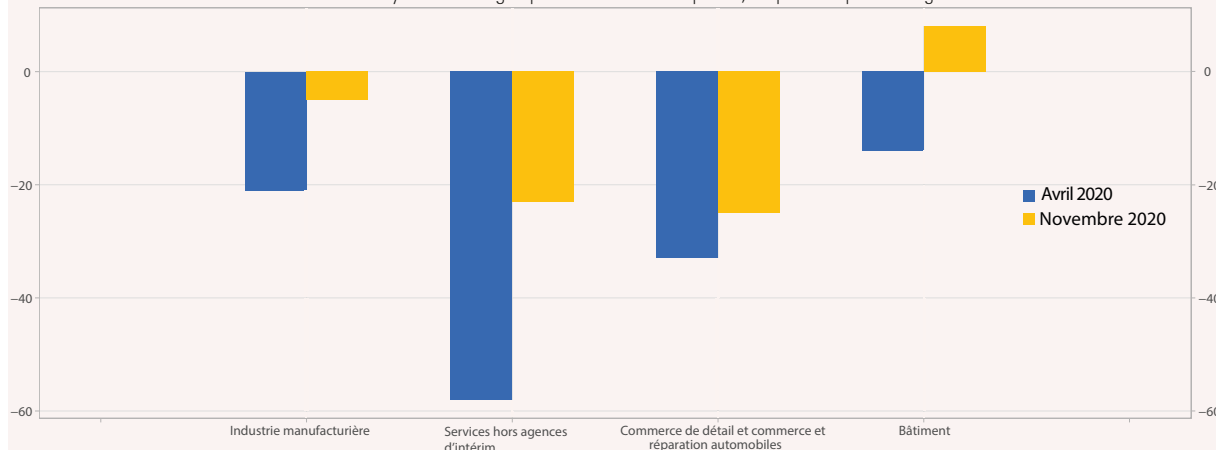
écart à la moyenne sur longue période du solde d'opinion, en point de pourcentage



Source : Insee

4 - Opinion sur l'évolution prévue des effectifs par rapport à sa moyenne

écart à la moyenne sur longue période du solde d'opinion, en point de pourcentage



Source : Insee

Le constat est similaire pour les perspectives personnelles d'activité, avec quelques nuances : en novembre, dans l'industrie et dans le commerce de détail et automobile, les chefs d'entreprises semblaient moins pessimistes sur leurs propres perspectives d'activité que sur les perspectives d'ensemble. Dans le bâtiment, l'opinion des entrepreneurs sur leurs perspectives personnelles d'activité s'est nettement détériorée par rapport à ce qu'elle était en septembre, mais le solde n'est pas si éloigné de sa moyenne, alors qu'en avril, il était tombé à un niveau extrêmement bas en partant d'un niveau assez élevé (*graphique 3*).

Le jugement sur l'évolution des effectifs pour les trois prochains mois est moins détérioré que celui sur les perspectives d'activité, que ce soit en avril ou en novembre (*graphique 4*). D'une part, l'ajustement des effectifs n'est pas immédiat face à des perspectives d'activité réduites dans un contexte très incertain ; d'autre part, les mesures de soutien à l'emploi, telles que le recours aidé au chômage partiel, favorisent la rétention de main-d'œuvre, même si cela peut induire une baisse de la productivité¹.

Au printemps, la première phase de la crise sanitaire et des mesures de confinement avait brutalement retourné les anticipations des entreprises à la baisse. En juillet, revenant sur la période d'avril à juin pour en faire le constat, les chefs d'entreprises ont globalement émis une opinion moins négative qu'ils ne l'avaient fait en avril en prévision, tant en ce qui concerne l'évolution de l'activité que celle des effectifs. Cela illustre le caractère très incertain de la période ouverte par l'épidémie de Covid-19. En février prochain, le constat que feront les chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité au cours des trois mois précédents pourrait de même être moins négatif que l'anticipation qu'ils ont exprimée en novembre, alors que les mesures d'allègement du deuxième confinement n'étaient pas encore connues.

Des perspectives d'activité très ébranlées dans les commerces « non essentiels » et dans l'hébergement-restauration

Dans le commerce de détail et le commerce et réparation automobiles, les perspectives de vente se sont fortement détériorées en novembre. La chute est particulièrement marquée pour le commerce et réparation automobiles, ainsi que pour le commerce de détail spécialisé.

Au sein du commerce de détail spécialisé, les détaillants en habillement-chaussures et en produits culturels, de loisirs et de luxe ont souligné dans leur très large majorité des perspectives de ventes en recul (*graphique 5*). En regard, ce solde d'opinion est moins détérioré dans les secteurs du commerce spécialisé en aménagement de l'habitat et en équipement du logement.

Dans le commerce de détail généraliste, qui comprend les hyper et supermarchés, les perspectives de ventes ont été jugées moins négativement que dans le commerce spécialisé. Elles ont été soutenues par les ventes de produits alimentaires, globalement anticipées en forte hausse, alors que les ventes de carburant, notamment, ont largement baissé.

Dans les services également, les perspectives d'activité se sont nettement assombries. Sans surprise, le solde d'opinion sur l'évolution prévue de l'activité au cours des trois prochains mois a fortement décliné dans l'hébergement-restauration. (*graphique 6*).

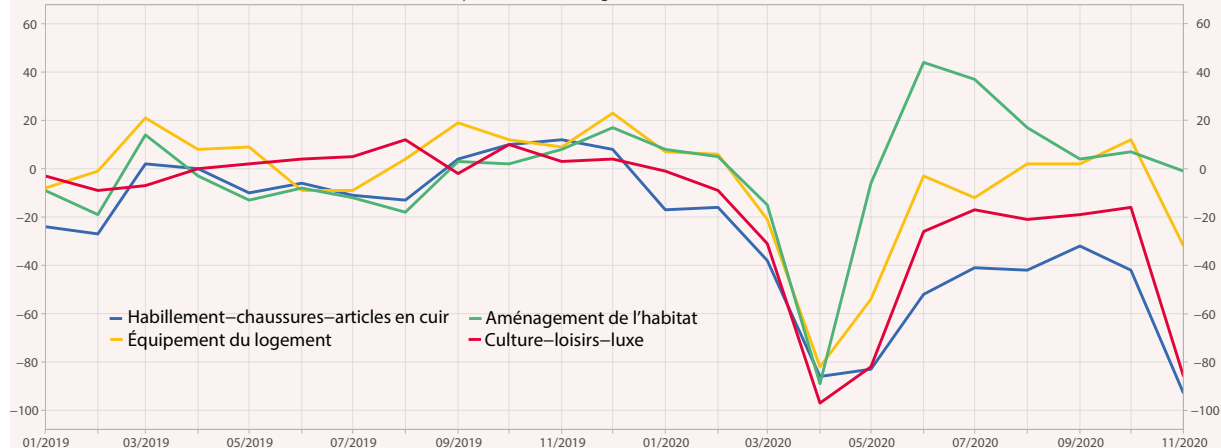
De plus, en avril 2020 comme en novembre 2020, les hôteliers et restaurateurs ont plus souvent exprimé une opinion tranchée, avec une proportion de réponses « stable » bien plus faible qu'habituellement (*graphique 7*) : pour la question sur les perspectives générales du secteur, elle est inférieure à 10 % en avril dernier comme en novembre, alors qu'elle a été supérieure à 50 % durant toute l'année 2019. ■

Myriam Broin, Juliette Grangier ■

1. J. Grangier, « En octobre 2020, les mesures de protection sanitaires réduisent la productivité pour près de la moitié des entreprises », *Point de conjoncture*, 17 novembre 2020.

5 - Solde d'opinion sur la tendance prévue des ventes pour les trois prochains mois dans quelques secteurs du commerce de détails spécialisé

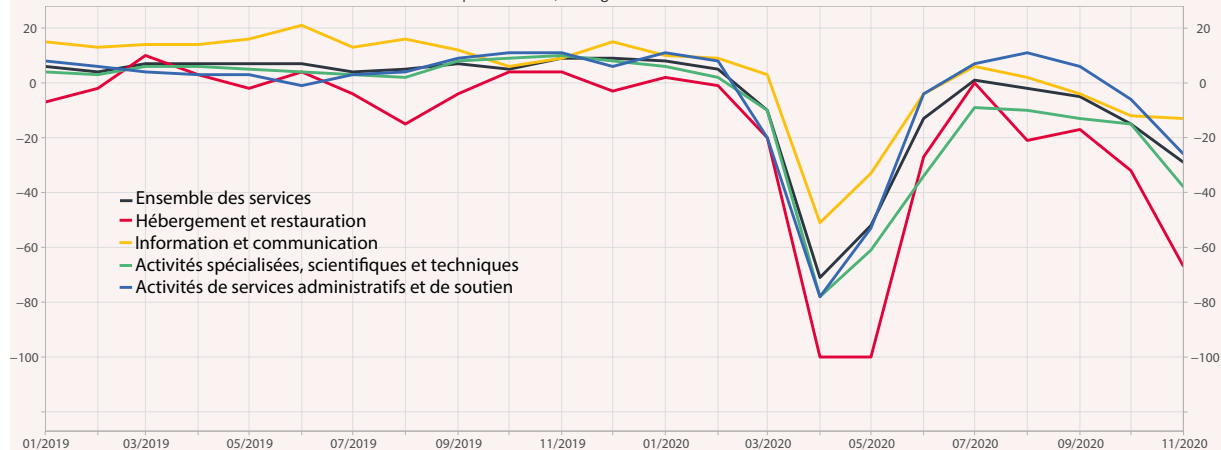
soldes d'opinion en %, corrigées des variations saisonnières



Source : Insee

6 - Solde d'opinion sur la tendance prévue de l'activité pour les trois prochains mois dans quelques secteurs des services

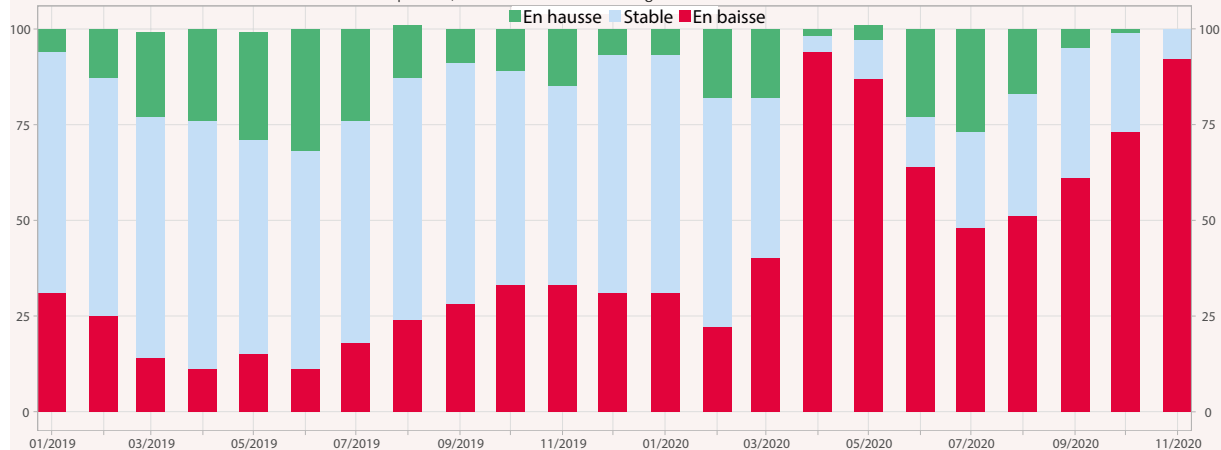
soldes d'opinion en %, corrigées des variations saisonnières



Source : Insee

7 - Hébergement et restauration : opinion sur les perspectives générales d'activité du secteur, par type de réponse

% de réponses, valeurs brutes non corrigées des variations saisonnières



Note : les proportions de réponses sont brutes, sans correction des variations saisonnières. Il existe habituellement une morosité plus grande en novembre qu'en avril.

Source : Insee

Méthode

Les réponses des entreprises interrogées par les enquêtes de conjoncture sectorielles ont été collectées entre le 28 octobre et le 19 novembre 2020, alors que le second confinement général était mis en place ou sur le point de l'être. De ce fait, les réponses ont été collectées par internet uniquement, comme cela avait été le cas d'avril à juin. Toutefois, l'activité n'est pas à l'arrêt comme elle l'avait été au printemps dernier et par ailleurs, l'habitude de répondre par internet s'étend. Les taux de réponse bruts sont inférieurs à ceux du mois précédent, mais restent nettement meilleurs qu'en avril. En proportion du chiffre d'affaires ou des effectifs, ils sont relativement satisfaisants, même s'ils se situent en deçà de ce qu'ils étaient avant la crise sanitaire. Pour l'enquête dans l'industrie, près des deux tiers des entreprises interrogées ont répondu, représentant près de 80 % du chiffre d'affaires de l'échantillon. À l'autre bout du spectre, 45 % environ des entreprises du bâtiment interrogées ont renseigné un questionnaire par internet, couvrant 65 % du chiffre d'affaires. Dans ce secteur, les entreprises favorisent davantage le questionnaire papier et se convertissent plus lentement à la réponse par internet.

Par ailleurs, depuis les données définitives d'avril 2020, le mode de correction de la non-réponse a été modifié par rapport à la méthode usuelle qui consistait à compléter les réponses manquantes en reportant les dernières déclarations des entreprises non-répondantes. Les résultats sont depuis lors calculés sur la base des seules unités répondantes. Pour en savoir plus, voir l'éclairage paru dans le *Point de conjoncture* du 27 mai 2020 « Enquêtes de conjoncture de mai 2020 : entre confinement et déconfinement ».

Les réponses qualitatives aux questions posées sont agrégées en « soldes d'opinion ». Un solde d'opinion correspond à l'écart entre le pourcentage de réponses « en hausse » et le pourcentage de réponses « en baisse ». Les indicateurs synthétiques de climat résument une palette de soldes d'opinion diversifiée et en retracent la tendance commune. Outils de premier plan en période de fluctuations normales, ils peuvent être moins parlants lorsque la conjoncture est soumise à des aléas majeurs et inédits. En effet, ils conjuguent des soldes d'opinion sur des évolutions passées et des évolutions à venir, à partir de questions portant sur le sens des variations ou bien sur le niveau par rapport à la normale. Dans la période actuelle chahutée par la crise sanitaire, les soldes d'opinion sur les anticipations des entreprises, notamment leurs perspectives d'activité et d'emploi, peuvent être plus faciles à appréhender. ■

Consommation des ménages

Les informations recueillies depuis le dernier Point de conjoncture, relatives notamment aux transactions par carte bancaire CB et aux ventes de la grande distribution, confirment une perte de consommation en novembre environ moitié moindre qu'en avril (-14 % par rapport au niveau d'avant-crise, après -3 % en octobre). Comme lors du premier confinement, mais de façon toutefois moins prononcée, les postes de consommation les plus affectés par ce recul concerneraient les dépenses de carburant, les achats de biens manufacturés non essentiels et, du côté des services, les dépenses d'hébergement et restauration, de services de transport et de loisirs. En décembre, l'allègement graduel des mesures de restrictions sanitaires conduirait à un rebond progressif de la consommation : celle-ci se situerait, en moyenne sur le mois, à 6 % en deçà de son niveau d'avant-crise.

Depuis le Point de conjoncture du 17 novembre 2020, la publication de la consommation de biens d'octobre a permis de réviser à la hausse l'estimation de consommation des ménages pour ce mois : celle-ci se serait située à -3 % par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019, contre -4 % dans le dernier Point de conjoncture (graphique 1). En particulier, les dépenses d'énergie et d'alimentation ont été plus dynamiques qu'estimé et les dépenses de carburant moins dégradées. En revanche, les achats de biens d'équipement électriques et

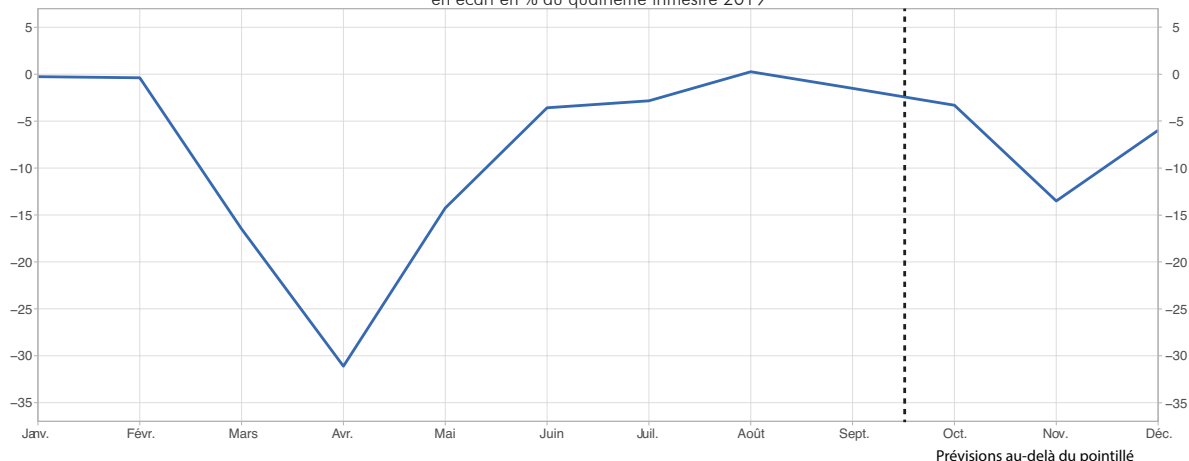
électroniques se sont situés au-dessus de leur niveau d'avant-crise mais pas autant qu'estimé dans le dernier Point de conjoncture.

Les montants de transactions par carte bancaire CB et les données de vente d'enseignes de la grande distribution, disponibles jusqu'au 22 novembre inclus, permettent en outre de consolider la prévision de consommation des ménages pour le mois de novembre. La perte de consommation se serait établie à -14 % en novembre, par rapport au niveau d'avant-crise (estimation proche de celle du dernier Point de conjoncture). De fait, les montants de transactions par carte bancaire ont fortement reculé dès la mise en place des mesures de confinement le 30 octobre et sont restés depuis lors autour d'un niveau relativement stable (graphique 2). Cette perte de consommation est toutefois moitié moindre environ que celle enregistrée en avril (-31 %), en lien avec le caractère un peu moins contraignant du deuxième confinement, mais aussi avec la poursuite de la forte dynamique des ventes en ligne observée dès l'entrée en confinement (Éclairage).

Après avoir été supérieure depuis le mois de juin à son niveau du quatrième trimestre 2019, la consommation de biens industriels se serait située nettement en deçà en novembre (-11 %, tableau 1). Les dépenses de carburant auraient été particulièrement affectées, ainsi que les achats de biens manufacturés tels que l'habillement-chaussure ou l'équipement du foyer

1 - Consommation mensuelle estimée et prévue

en écart en % au quatrième trimestre 2019



Lecture : en novembre, la consommation des ménages se serait située 14 % en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

(ameublement, appareils électro-ménagers), en lien direct avec la fermeture des commerces « non essentiels » (*graphique 3*). La consommation de produits électriques et électroniques, en revanche, serait restée au-dessus de son niveau d'avant-crise, mais de façon moins dynamique que les mois précédents.

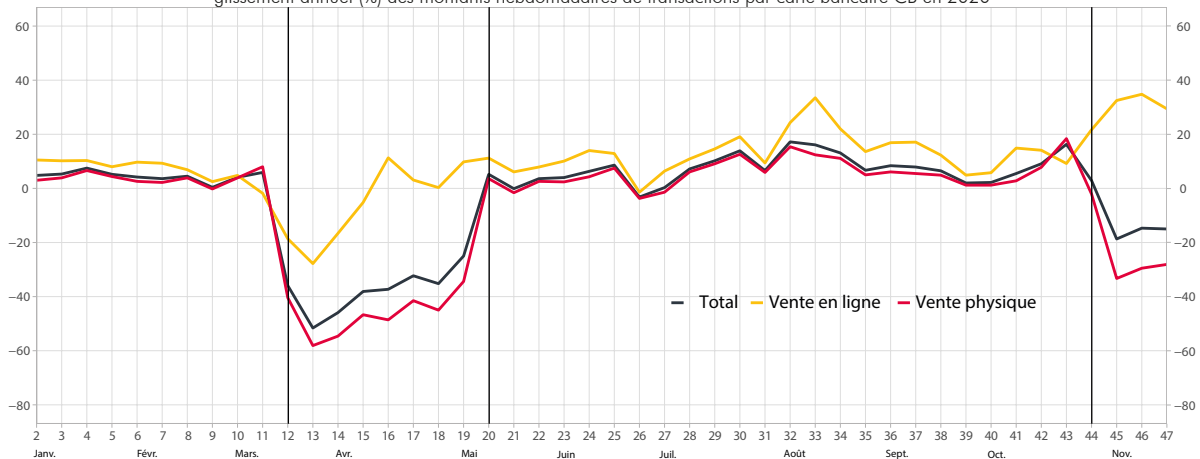
La consommation de services principalement marchands aurait été inférieure de 17 % à son niveau du quatrième trimestre 2019. Les dépenses d'hébergement et de restauration auraient fortement

reculé, mais de façon toutefois moins prononcée que lors du premier confinement. Il en aurait été de même des dépenses de loisirs et des dépenses en services de transport. Enfin, la consommation aurait été peu affectée dans d'autres services tels que les services financiers ou d'assurance par exemple.

Dans les services principalement non marchands, la consommation aurait également reculé mais de façon plus modérée que dans les services marchands (-8 % par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2019). Le recul aurait

2 - Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB

glissement annuel (%) des montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB en 2020



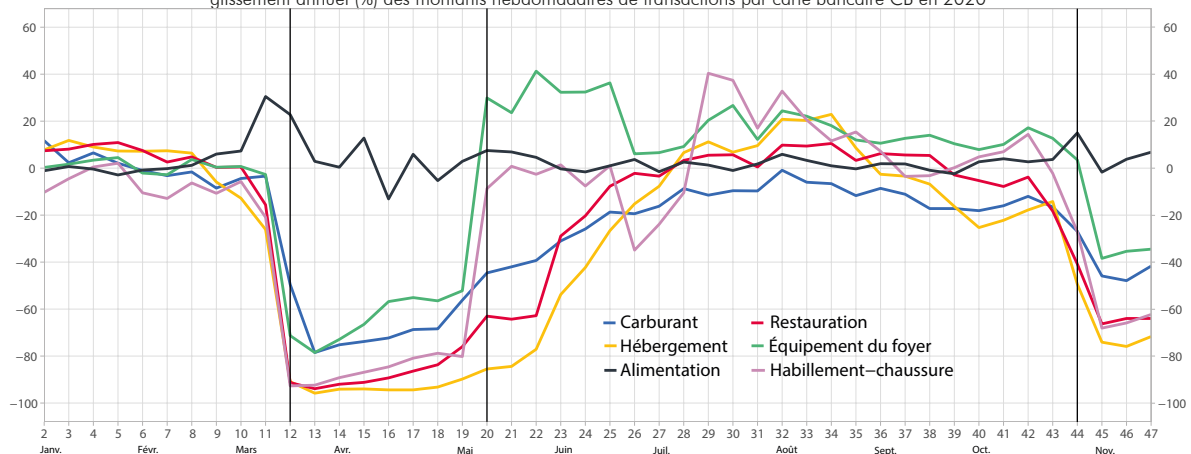
Lecture : lors de la semaine 47 (16-22 novembre), le total des montants de transactions par carte bancaire CB était inférieur de 15 % au montant de la semaine 47 de 2019. Les traits verticaux indiquent respectivement le début du premier confinement, sa fin et le début du deuxième confinement.

Note : la dynamique de ces montants de transaction peut traduire, à partir du mois de mars, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire, cette tendance étant corrigée dans l'estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d'avant-crise. Par ailleurs, des révisions des montants de transactions par carte bancaire CB, notamment pour la vente en ligne, ont conduit à modifier le profil des glissements annuels depuis septembre, par rapport à ceux présentés dans le dernier *Point de conjoncture*.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

3 - Montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB et de ventes par la grande distribution, pour divers types de biens et services

glissement annuel (%) des montants hebdomadaires de transactions par carte bancaire CB en 2020



Lecture : lors de la semaine 47 (16-22 novembre), les montants de transactions par carte bancaire CB dans la restauration étaient inférieurs de 64 % au montant de la semaine 47 de 2019. Les traits verticaux indiquent respectivement le début du premier confinement, sa fin et le début du deuxième confinement.

Note : la dynamique de ces montants de transactions bancaires peut traduire, à partir du mois de mars, un plus fort recours aux aux paiements par carte bancaire, cette tendance étant corrigée dans l'estimation des pertes ou surcroît de consommation par rapport au niveau d'avant-crise.

Source : Cartes Bancaires CB, données de caisse d'enseignes de la grande distribution (pour l'alimentation), calculs Insee

Tableau 1 - Niveau de consommation des ménages estimé et prévu, en écart au quatrième trimestre 2019

écart en %

Produits	Part dans la consommation*	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Estimation pour octobre	Estimation pour novembre	Prévision pour décembre	Prévision pour le quatrième trimestre	Contrib. pour le quatrième trimestre (point de pourcentage)
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	-5	-5	-3	-6	-6	-5	0
Industrie	44%	-14	1	3	-11	2	-2	-1
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	15%	4	0	5	5	5	5	1
Cokéfaction et raffinage	4%	-29	-5	-4	-31	-6	-14	-1
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	3%	-8	11	11	1	1	4	0
Fabrication de matériels de transport	6%	-35	1	-3	-10	0	-4	0
Fabrication d'autres produits industriels	12%	-25	3	0	-32	4	-9	-1
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	4%	-1	3	13	0	0	5	0
Construction	2%	-24	0	-6	-14	-10	-10	0
Services principalement marchands	46%	-21	-6	-9	-17	-14	-13	-6
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	1%	-24	2	-1	-17	-1	-6	0
Transports et entreposage	3%	-72	-27	-31	-36	-33	-33	-1
Hébergement et restauration	7%	-64	-17	-32	-61	-59	-50	-4
Information et communication	3%	-7	-4	-6	-6	-5	-6	0
Activités financières et d'assurance	6%	1	1	0	0	0	0	0
Activités immobilières	19%	1	2	0	0	0	0	0
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	2%	-20	-8	-3	-9	-7	-6	0
Autres activités de services	4%	-40	-14	-17	-38	-20	-25	-1
Services principalement non marchands	5%	-22	3	0	-8	-4	-4	0
Total	100%	-16	-2	-3	-14	-6	-8	-8

* poids dans la dépense de consommation finale des ménages en 2018 (hors correction territoriale)

Lecture : le niveau de consommation des ménages en services d'hébergement et de restauration serait au mois de novembre inférieur de 61 % à celui du quatrième trimestre de 2019.

Source : *Calculs Insee à partir de sources diverses*

Tableau 2 - Estimation puis prévision des pertes de consommation des ménages en 2020

en %

	Premier trimestre 2020	Deuxième trimestre 2020	Troisième trimestre 2020	Quatrième trimestre 2020	2020
En écart au quatrième trimestre 2019	-5,7	-16,5	-1,6	-8	
Évolution	-5,7	-11,4	17,9	-6	-7

Lecture : au quatrième trimestre 2020, la consommation des ménages se situerait 8 % en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019, soit une baisse de 6 % par rapport au troisième trimestre 2020. En 2020, la consommation des ménages diminuerait de 7 % par rapport à 2019.

Source : *calculs Insee à partir de sources diverses*

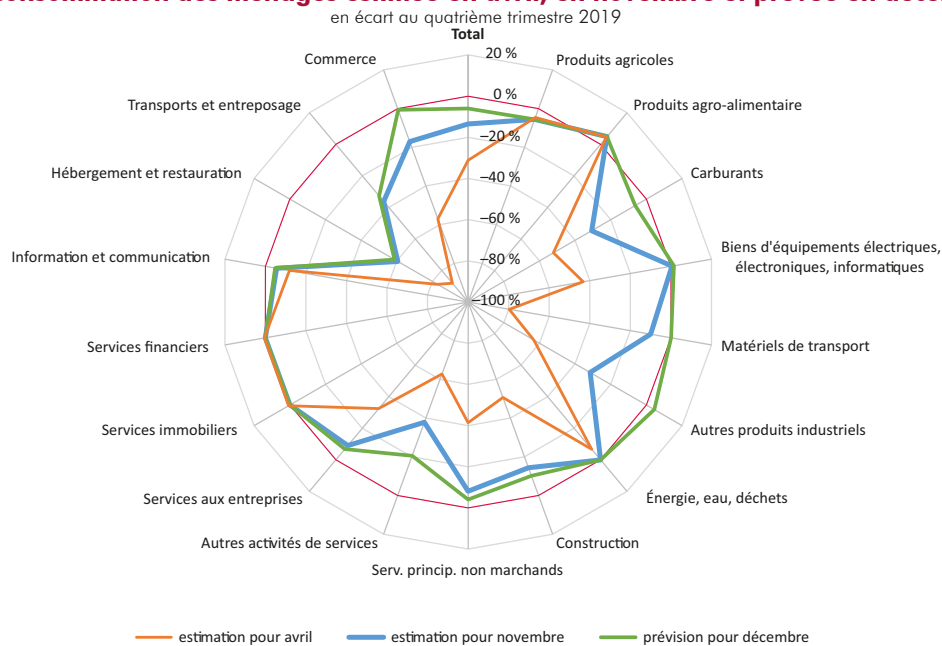
été en outre moindre qu'en avril, du fait du cadre réglementaire du deuxième confinement (maintien de l'accueil dans les établissements scolaires et de l'accès à l'ensemble des soins de ville notamment). De même, dans la branche de la construction, la mise en œuvre des consignes sanitaires aurait permis la poursuite des travaux de rénovation, à rythme toutefois ralenti : la consommation aurait été inférieure de 14 % à son niveau du quatrième trimestre de 2019.

Au mois de décembre, l'allègement graduel des mesures de restriction entraînerait une reprise progressive de la consommation, celle-ci demeurant toutefois encore en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019 (-6 %, *graphique 4*). En effet, la réouverture des commerces « non essentiels » permettrait un rebond des dépenses empêchées de biens manufacturés, tels que l'habillement ou l'équipement du foyer. L'allègement des restrictions relatives aux déplacements, le 28 novembre puis le 15 décembre, entraînerait également une reprise des dépenses de carburant et de services de transport, reprise toutefois limitée par la

poursuite généralisée du télétravail dès qu'il est possible. La consommation en services de loisirs redémarrerait également avec la réouverture mi-décembre des salles de spectacles, cinémas et musées. En revanche, la restauration ainsi que l'hôtellerie conserveraient des niveaux de consommation très dégradés. Globalement, alors que la consommation avait fortement rebondi dès la fin du confinement de printemps, avec un retour assez rapide vers un niveau proche de celui d'avant-crise, le rebond serait plus progressif en décembre, en lien avec les différentes étapes de levée des restrictions sanitaires. Cette prévision reste toutefois entourée de l'incertitude inhérente à la période actuelle.

Au total, après avoir rebondi fortement au troisième trimestre (+17,9 % dans les résultats détaillés des comptes trimestriels publiés le 27 novembre), la consommation des ménages reculerait de 6 % au quatrième trimestre (contre -11,4 % au deuxième trimestre). Sur l'année, la baisse de consommation s'établirait ainsi à 7 % par rapport à 2019, (*tableau 2*). ■

4 - Consommation des ménages estimée en avril, en novembre et prévue en décembre



Lecture : la perte d'activité dans l'hébergement et la restauration est estimée à -61 % en novembre 2020 contre -83 % estimée en avril (en écart au quatrième trimestre 2019).

Note : la réduction de la surface représentée n'est pas proportionnelle à la réduction de la consommation car la visualisation n'intègre pas les différents poids des secteurs.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

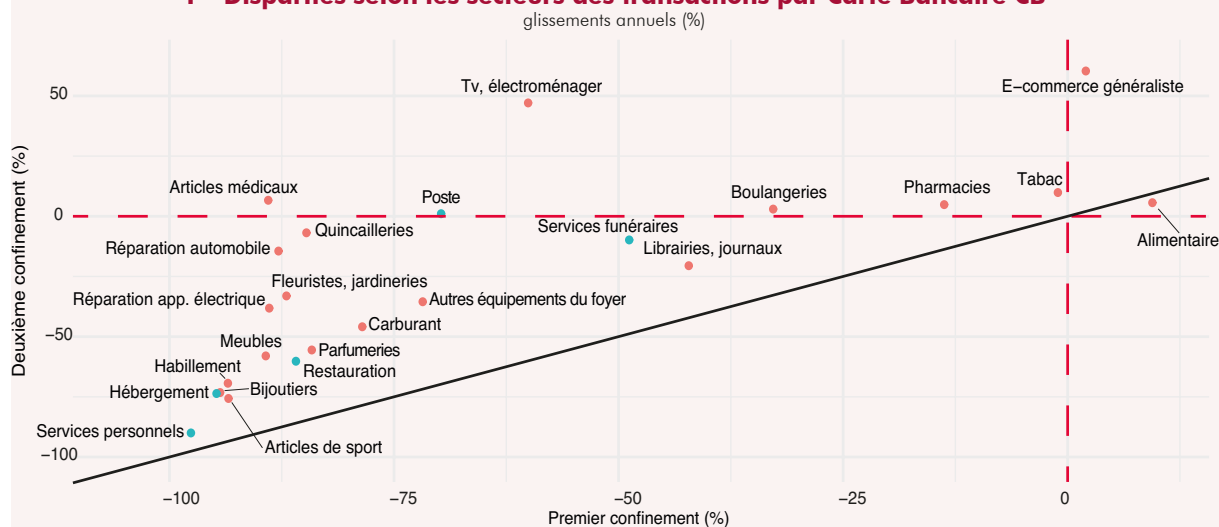
Moins affectée lors du deuxième confinement, la consommation des ménages demeure très disparate selon les secteurs

Alimentaire, habillement, bricolage... Les achats des ménages sont affectés très différemment par les confinements, selon les données agrégées de transactions par carte bancaire CB. Si la situation en début de confinement est meilleure en novembre qu'à la mi-mars, les difficultés s'accroissent pour certains postes de consommation, malgré des relais numériques en place.

Depuis le début de la crise sanitaire, la mise en place des différentes mesures de restrictions a entraîné de profondes modifications de la consommation des ménages, et ce pour de nombreux secteurs. Elle a été particulièrement affectée par les deux confinements instaurés au printemps puis fin octobre, avec de fortes disparités, telles que mesurées par les transactions par carte bancaire CB (graphique 1). Très marquées entre les secteurs dont les points de vente physiques sont réglementairement fermés et les autres, les disparités de consommation s'observent aussi entre les établissements soumis aux mêmes règles d'ouverture, surtout durant le deuxième confinement où certains produits peuvent être prépayés puis retirés dans des magasins n'accueillant alors pas de public.

De façon générale, l'impact du deuxième confinement sur les montants agrégés de transactions par carte bancaire CB apparaît plus modéré que le premier. Pour la majorité des postes, les transactions par carte bancaire CB ont connu début novembre une chute moindre qu'au début du premier confinement (environ 20 à 40 points de moins). Cette différence est parfois très importante (78 points de moins pour la quincaillerie, 107 points de moins pour la TV et l'électroménager avec un surcroît de transactions début novembre). En particulier, le e-commerce généraliste (pure player sur internet) s'est distingué par un fort dynamisme pendant la première semaine du confinement d'automne, alors qu'il avait connu une première semaine atone au début du confinement

1 - Disparités selon les secteurs des transactions par Carte Bancaire CB



Note : le glissement annuel relatif au premier confinement concerne la première semaine de confinement (23-29 mars) tandis que glissement annuel relatif au deuxième confinement concerne la semaine du 2 au 8 novembre. La dynamique des montants de transactions peut également traduire, à partir du mois de mars, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire.

Lecture : les transactions par Cartes Bancaires CB dans les quincailleries au cours de la première semaine du confinement de printemps étaient inférieures de 85 % aux montants de transactions sur la même semaine de 2019. Au cours du deuxième confinement, les transactions relatives aux achats de quincaillerie étaient inférieures de 7 % à leur niveau de 2019 sur la même semaine.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

du printemps. Par ailleurs, les secteurs les plus affectés par le premier confinement sont également ceux dont les ventes, début novembre, étaient les plus en recul. Les services personnels notamment (centres de sport, teinturiers, cordonneries, etc.) qui avaient connu une chute des transactions par carte bancaire CB de 98 % au début du premier confinement, ont vu leurs montants de transactions diminuer de 90 % en glissement annuel au début du confinement d'automne. Enfin, l'alimentaire est le seul poste de consommation pour lequel les transactions pendant le deuxième confinement sont moins dynamiques qu'au premier.

S'agissant des ventes sur internet, leur dynamisme pendant les périodes de confinement soutient les transactions par carte bancaire CB. Au cours du confinement de printemps et au début du confinement d'automne, environ un tiers des

montants de transactions se sont ainsi réalisés par ce mode, contre un cinquième à un quart en temps normal (*graphique 2*).

À cet égard, le deuxième confinement se caractérise par de meilleures ventes sur internet, aussi bien de la part des e-commerçants généralistes que des autres vendeurs (ie. enseignes multi-canal, vente physique et en ligne, *graphique 3*). Au cours du mois d'avril 2020, les transactions enregistrées par les e-commerçants généralistes étaient de 10 % à 30 % supérieures à celles d'avril 2019, tandis que les autres transactions sur internet chutaient à -30 % avant de se stabiliser à 0 %. Puis, au cours de l'été, les dynamiques entre ces deux types d'acteurs se sont rapprochées et les transactions réalisées sur internet connaissent depuis lors des évolutions globalement similaires, y compris depuis le début du deuxième confinement.

2 - Part des dépenses par carte bancaire CB réalisées sur internet

en % du montant total des transactions par carte bancaire CB

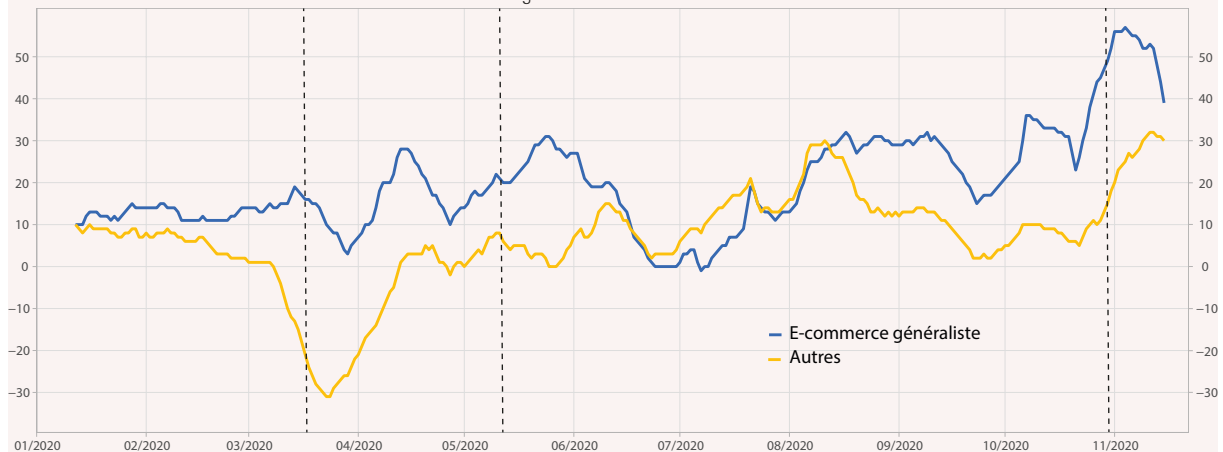


Lecture : début juin 2020, 20 % des dépenses par carte bancaire CB ont lieu sur internet.

Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

3 - Évolutions des montants de transactions par carte bancaire CB sur internet par acteur

glissement annuel en %



Lecture : au début du confinement, les montants de transactions par carte bancaire CB sur internet, hors e-commerce généraliste, étaient 30 % inférieurs à celles de 2019.

Note : la dynamique des montants de transactions peut également traduire, à partir du mois de mars, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire.
Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

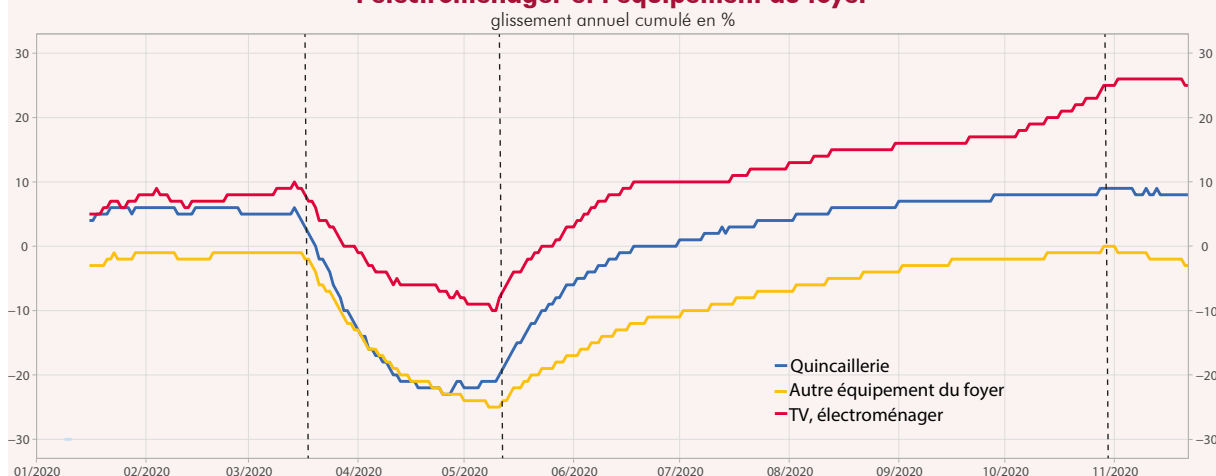
Achats empêchés : perdus ou reportés ?

Compte tenu de la reprise de la consommation entamée au mois de mai, dont l'ampleur a pu différer selon les produits, les secteurs d'activité ont abordé le deuxième confinement dans des dispositions différentes. De fait, le confinement de printemps a montré la résistance de certains postes de consommation dont la consommation n'était pas entravée (alimentaire, pharmacie, tabac) et de la vente à distance. Et parmi les produits ayant vu une chute brutale de leur consommation pendant le premier confinement, certains ont également connu par la suite, dès la sortie de confinement, un rebond important des dépenses, probablement en raison de reports d'achats empêchés pendant les fermetures d'établissements (quincailleries, équipement du foyer, électroménager...). Début novembre 2020, le cumul des transactions par carte bancaire CB en quincaillerie était de 10 % supérieur au montant cumulé sur la même période en 2019 (graphique 4). Le deuxième confinement semble avoir été davantage anticipé par les consommateurs, avec des montants conséquents de transactions en électroménager. Il convient cependant de ne pas préjuger d'un accroissement trop conséquent de la consommation totale, la dynamique des montants de transactions pouvant simplement traduire, à partir du

mois de mars, un plus fort recours aux paiements par carte bancaire.

D'autres secteurs, comme l'habillement, les articles de sport ou les meubles semblent se trouver dans une situation plus fragile. En octobre, leurs montants cumulés de transactions par carte bancaire CB restaient encore en deçà de leur niveau de 2019 (de 5 % à 15 %, graphique 5). En effet, le premier confinement a fortement affecté les dépenses en habillement, articles de sport et meubles ; la reprise de la consommation à partir de la mi-mai, bien que montrant également une forme de report d'achats empêchés, n'a pas permis de compenser la perte enregistrée pendant le premier confinement. En outre, les dates des soldes d'été ont conduit à un surcroît d'achats en août, au détriment de juillet. L'entrée dans le deuxième confinement semble également entraîner pour ces postes des diminutions importantes des dépenses de consommation, alors même qu'il ne semble pas y avoir eu d'anticipation d'achats avant le confinement. Pour les entreprises des secteurs concernés, la perte de revenus associée à la perte sèche de consommation depuis le printemps est donc susceptible de générer des difficultés de trésorerie parfois importantes.

4 - Évolution du cumul des transactions par carte bancaire CB dans la quincaillerie, l'électroménager et l'équipement du foyer



Lecture : début novembre 2020, les dépenses cumulées depuis le début de l'année en « TV, électroménager » étaient supérieures de 15 % à celles de 2019.

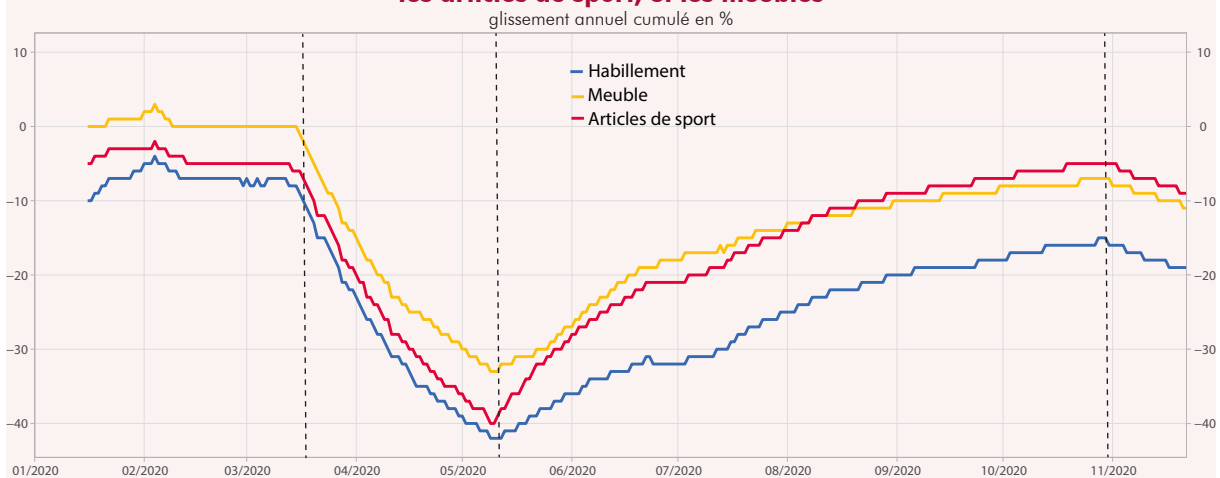
Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

Ce constat vaut d'autant plus dans les secteurs où par nature les reports de consommation sont limités (hébergement, restauration, services à la personne). Les anticipations d'achats pour stockage étant également impossible dans les services, ces secteurs ne bénéficient pas de pics de transactions avant

les confinements, et seuls les services personnels ont connu un faible report lors du déconfinement, probablement dans les salons de coiffure. En cumul, depuis le début de l'année et jusqu'au 22 novembre, l'hébergement compte 25 % de transactions en moins qu'en 2019, et la restauration 20 %.

Arthur Cazaubiel ■

5 - Évolution du cumul des transactions par carte bancaire CB dans l'habillement, les articles de sport, et les meubles



Lecture : début novembre 2020, les dépenses cumulées depuis le début de l'année en « Habillement » étaient inférieures de 15 % à celles de 2019.
Source : Cartes Bancaires CB, calculs Insee

Encadré données :

Les données agrégées utilisées dans cette fiche proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par carte bancaire CB. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées, afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à certaines limites. Elles concernent tout détenteur de carte bancaire CB sur le territoire français, ce qui, outre les ménages, peut recouvrir aussi des entreprises. Ces données ne recouvrent pas les transactions réalisées par d'autres moyens de paiement (espèces, chèque, ticket restaurant, etc.). Enfin, les évolutions monétiques (relèvement du plafond de paiement sans contact) et comportementales sont susceptibles d'induire un plus fort taux de recours à la carte de paiement. En particulier, entre février et juillet, dans les secteurs occasionnant des dépenses par carte bancaire CB, la part de ces dépenses dans le chiffre d'affaires a augmenté nettement. Afin d'estimer l'évolution de la consommation des ménages en glissement annuel en neutralisant ce phénomène, il faut atténuer les évolutions de dépenses par carte bancaire de l'ordre de 10 à 20 % selon les secteurs.

Comment la deuxième vague de restrictions sanitaires a-t-elle affecté l'opinion des ménages sur leur situation financière et leur épargne ?

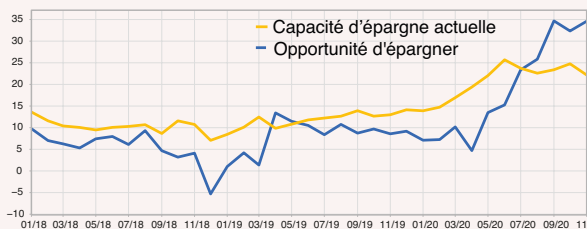
L'enquête de conjoncture auprès des ménages, publiée le 26 novembre, permet de décrire la façon dont le deuxième confinement affecte le ressenti et les anticipations des ménages, aussi bien en matière d'opportunité d'achats que d'épargne ou de situation financière personnelle. Ainsi, parallèlement aux mesures de confinement qui ont restreint la consommation des ménages, le solde d'opinion correspondant à l'opportunité de faire des achats importants a diminué de 9 points en novembre (*graphique 1*). Cette baisse est cependant moins brutale qu'au printemps, ce qui peut refléter la moindre sévérité du deuxième confinement par rapport au premier. À cet égard, les achats effectifs des ménages sur les premières semaines de novembre, tels que retracés dans les transactions par carte bancaire CB, montrent une chute moins forte qu'en avril (*fiche Consommation*).

Après une hausse continue pendant le printemps puis l'été, le solde d'opinion quant à l'opportunité d'épargner semble avoir atteint un plateau depuis le mois de septembre, s'établissant à un niveau nettement supérieur à celui des années antérieures (*graphique 2*). L'entrée en vigueur du deuxième confinement ne s'est pas accompagnée d'une hausse significative de l'opportunité d'épargner. C'est également le cas de l'opinion relative à la capacité d'épargne actuelle : située à un niveau particulièrement élevé depuis le printemps, en lien avec l'épargne accumulée par les ménages depuis le mois d'avril, la capacité d'épargne ressentie par les ménages ne semble pas avoir été particulièrement affectée par le deuxième confinement, du moins au niveau global. Décomposer ce solde par niveau de revenu des ménages montre toutefois une certaine disparité, les ménages modestes ayant

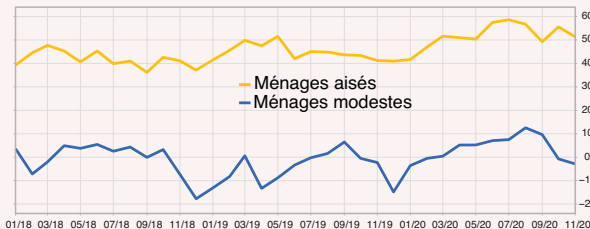
1 - Solde d'opinion sur l'opportunité de faire des achats importants



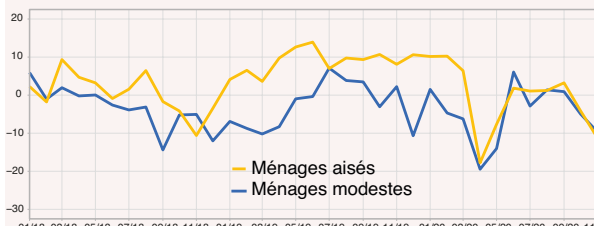
2 - Opportunité et capacité d'épargne actuelle



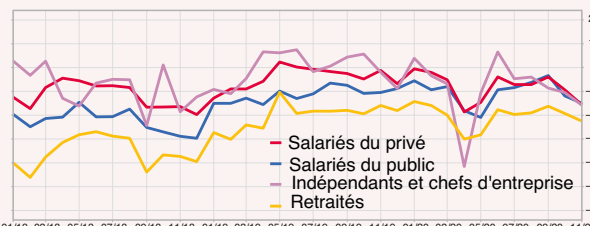
3 - Capacité d'épargne actuelle par niveau de revenu



4 - Situation financière future par niveau de revenu



5 - Situation financière future par statut dans l'emploi



Note : les soldes de réponses (favorables moins défavorables), en points, sont corrigés des variations saisonnières lorsqu'ils portent sur l'ensemble des ménages, alors que les décompositions par catégories sont des données brutes.

La séparation des ménages par niveau de revenu se fait selon le revenu médian : en deçà, le ménage est considéré modeste ; au-delà, aisé.

Source et calculs : Insee

davantage tendance à ressentir une baisse de leur capacité d'épargne depuis quelques mois, alors que l'opinion des ménages aisés reste relativement stable (*graphique 3*).

Lorsque l'on interroge les ménages sur les perspectives d'évolution de leur situation financière, aisés comme modestes fournissent des réponses très similaires depuis le début de la crise sanitaire, contrairement aux deux années précédentes. De la même façon que le premier confinement s'est traduit par une chute du solde d'opinion des ménages sur leur situation financière future, les mois d'octobre puis de novembre accusent également une baisse prononcée, et ce aussi bien pour les ménages modestes que pour les ménages aisés (*graphique 4*). Cette chute semble toutefois moins forte que celle d'avril. En distinguant selon le statut dans l'emploi

plutôt que par le niveau de revenu, on constate également que le deuxième confinement est vécu d'une façon un peu moins sombre que le premier en matière de situation personnelle future. C'est notamment le cas pour les indépendants et chefs d'entreprise : ils avaient exprimé au printemps un bien plus fort pessimisme quant à leur situation financière future que les autres catégories de ménages ; à l'automne en revanche, ils ne se distinguent plus des autres catégories d'actifs (*graphique 5*), peut-être en partie grâce aux dispositifs de soutien dont ils ont pu bénéficier depuis le printemps. De façon générale, l'effet de sidération ainsi que l'incertitude quant à la nature et l'ampleur des soutiens budgétaires ont probablement joué un rôle en avril dans la dégradation de l'opinion des ménages quant à leur situation financière future, ce qui semble être un peu moins le cas en novembre. ■

Jérémy Marquis ■

Développements internationaux

En raison de la résurgence de l'épidémie de coronavirus, des mesures de restriction ont été remises en place partout en Europe. En novembre, les indicateurs à haute fréquence témoignent des incidences de cette deuxième vague : la fréquentation des commerces de détail, des lieux de travail et plus généralement la mobilité déclinent de nouveau, et ce de façon plus marquée qu'en octobre. Néanmoins, les restrictions sanitaires varient d'un pays à l'autre, impliquant des ralentissements d'intensité variable : les économies française et britannique semblent à ce stade les plus affectées par les nouvelles restrictions, même si elles le sont moins que lors de la première vague. Aux États-Unis, la mobilité, en lien avec la consommation des ménages, semble mieux se maintenir. Du côté des économies asiatiques, la Chine ne subit pas de nouveau ralentissement et poursuit nettement sa reprise entamée au deuxième trimestre.

Les résultats détaillés des comptes du troisième trimestre 2020 montrent que certains pays ont abordé la deuxième vague épidémique plus fragilisés que d'autres

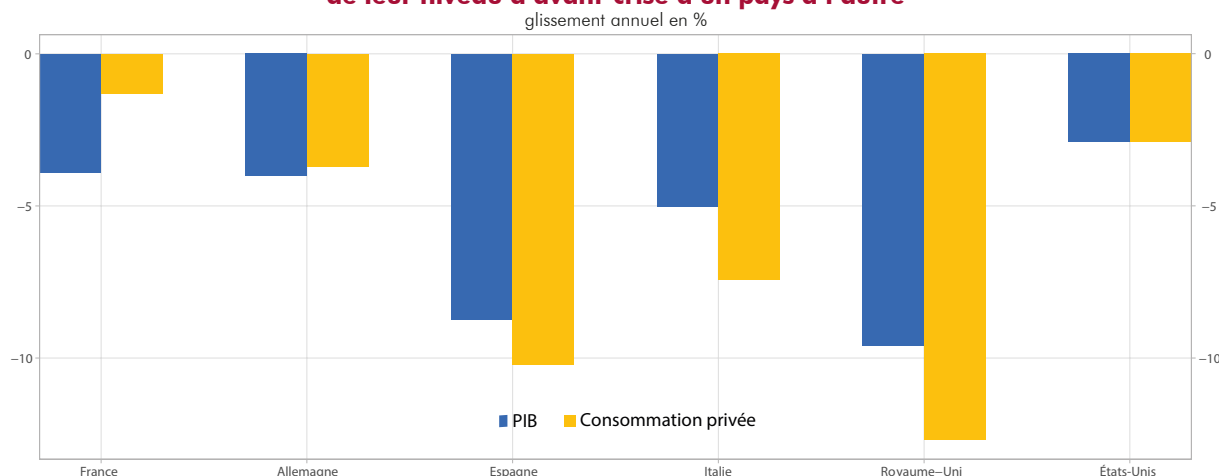
La plupart des pays ont maintenant publié les résultats détaillés des comptes nationaux pour le troisième trimestre. En Europe, ces chiffres confirment que si l'Allemagne, la France et l'Italie avaient retrouvé cet été un niveau d'activité

économique de l'ordre de 4 à 5 % sous le niveau d'avant-crise, en revanche le Royaume-Uni et l'Espagne ont abordé l'automne en étant davantage affectés.

Les statistiques sur la consommation des ménages dans les différents pays sont bien sûr fortement corrélées aux chiffres du PIB, mais avec quelques nuances (graphique 1). La France est ainsi, parmi les pays suivis, celui dont la consommation se rapproche le plus de son niveau d'avant-crise (-1,3 % en glissement annuel au troisième trimestre). Inversement, au Royaume-Uni mais aussi en Espagne, la consommation est davantage en retrait que l'activité économique mesurée par le PIB. Aux États-Unis et en Allemagne, l'évolution de la consommation sur un an est proche de celle du PIB.

Après ce rebond à l'été, les principales économies européennes sont affectées par la deuxième vague épidémique, particulièrement dans le secteur des services. En novembre, les indices PMI flash de la branche des services chutent nettement en France et au Royaume-Uni (respectivement -8,5 points à 38,0 et -5,6 points à 45,8), et dans une moindre mesure en Allemagne (-3,3 points à 46,2). Dans la branche manufacturière, les indices PMI du mois de novembre suggèrent des perspectives moins dégradées, bien qu'hétérogènes entre pays. Au Royaume-Uni, l'indice augmente de façon inattendue (55,6 après 53,7) ; en Allemagne, il est stable à un haut niveau (57,8) tandis qu'en France, en Espagne et en Italie, il diminue (respectivement 49,6, 49,8 et 51,5),

1 - Au troisième trimestre, la consommation, comme le PIB, sont plus ou moins éloignés de leur niveau d'avant-crise d'un pays à l'autre



Source : INSEE, Destatis, INE, Istat, ONS, BEA

passant sous le seuil d'expansion pour les deux premiers cités. Aux États-Unis, au contraire, la situation semble à ce stade plus encourageante malgré la résurgence de l'épidémie : les indices PMI des branches des services et manufacturière, augmentent en novembre pour atteindre respectivement 57,7 et 56,7 au-dessus de leur seuil d'expansion.

Les conséquences de l'épidémie sur les activités récréatives et d'hébergement restauration sont plus hétérogènes que lors de la première vague épidémique

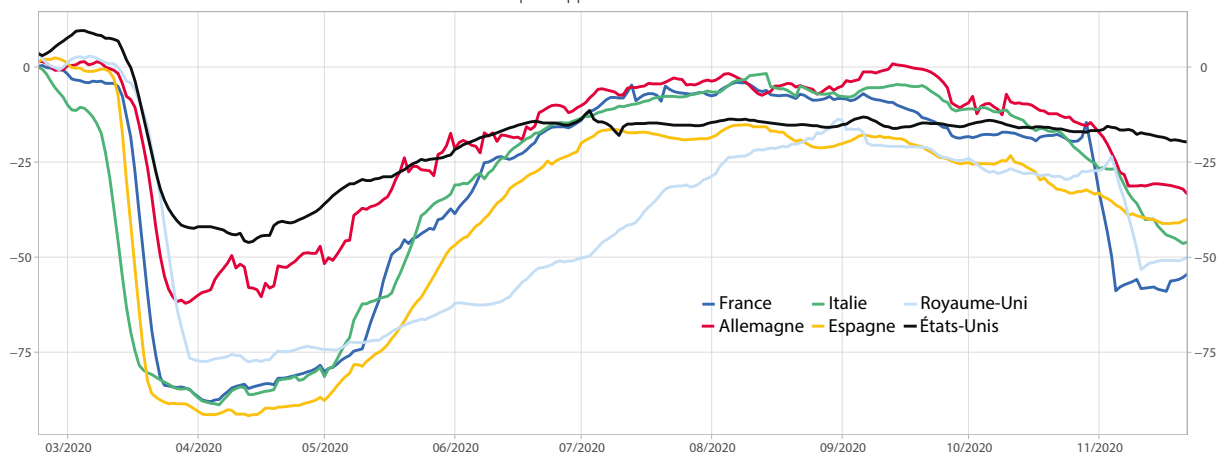
Les nouvelles mesures de restrictions sanitaires prises fin octobre-début novembre dans les principaux pays européens sont pour la plupart restées en vigueur au mois de novembre. Dans ce contexte, les indicateurs « à haute fréquence » confirment une situation dégradée par rapport à octobre, en termes d'activités récréatives et d'hébergement restauration notamment. L'indicateur *Google Maps Mobility* révèle toutefois une baisse hétérogène de la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs (*graphique 2*). En Espagne et en Italie, cette baisse a été progressive depuis la fin de l'été avec la mise en place de confinements localisés. À

l'inverse, en France et en Angleterre, le retour de confinements généralisés a provoqué une rechute soudaine de la fréquentation des commerces hors alimentaire et des lieux récréatifs. Cette fréquentation se trouvait à la mi-novembre réduite de plus de moitié par rapport à son niveau de début 2020. En Allemagne, la fréquentation de ces lieux a été moins réduite que dans les autres pays européens, l'ensemble des commerces étant restés ouverts. Aux États-Unis, la situation apparaît moins détériorée qu'en Europe en raison de mesures de restrictions prises localement et n'affectant pas simultanément tous les États. La fréquentation des commerces de détail outre-Atlantique se maintient depuis l'été à près de 20 % en dessous de son niveau d'avant-crise.

Concernant le secteur de la restauration, la dégradation de la situation apparaît plus homogène en Europe : le nombre de recherches du mot « restaurant » sur *Google* s'est fortement réduit dans tous les pays, inférieur de 47 % à 64 % fin novembre par rapport à la période d'avant-crise selon les pays (*graphique 3*). En revanche, aux États-Unis, les requêtes du mot « restaurant » sur *Google* apparaissent nettement moins affectées par la deuxième vague épidémique et, après une baisse début novembre, semblent se stabiliser fin novembre autour de 10% sous leur niveau d'avant-crise.

2 - Les commerces de détail hors alimentaire et les lieux récréatifs sont davantage affectés en France et au Royaume-Uni

écart en % par rapport au niveau d'avant-crise



Lecture : la fréquentation des commerces de détail hors alimentaire et des lieux récréatifs en France était inférieure le 21 novembre de 54 % en moyenne mobile sur 7 jours par rapport à la valeur médiane calculée par *Google* entre le 3 janvier et le 6 février.

Note : La date du dernier point est le 21 novembre.

Source : *Google Maps Mobility*

Développements internationaux

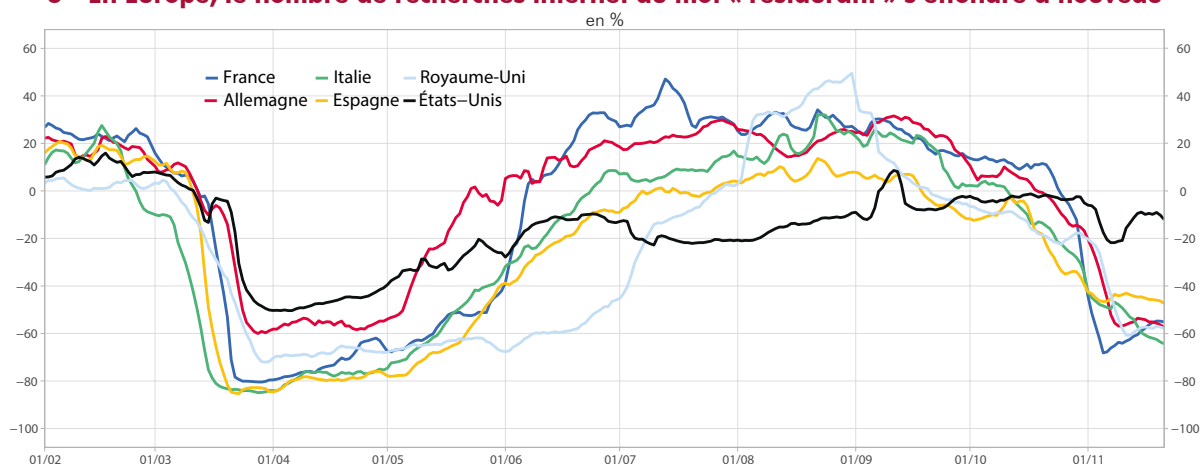
La mobilité est affectée par la lutte contre la deuxième vague épidémique, de façon toutefois moins prononcée qu'au printemps

L'intensification des restrictions sanitaires entraîne aussi une baisse générale de l'utilisation des transports. En France, l'indice de fréquentation des transports publics fourni par *Apple Maps Mobility* a plongé fin octobre, et se stabilise depuis début novembre autour de la moitié de son niveau d'avant-crise (*graphique 4*). Au Royaume-Uni, il a également diminué brutalement, atteignant à la mi-novembre un niveau similaire à celui de la France. Ces chutes coïncident avec la mise en place de nouveaux confinements dans ces deux pays. Les États-Unis se situent au même niveau de faible mobilité dans les transports publics, relativement à leur niveau d'avant-crise, et ce depuis l'été. En Allemagne et en Espagne, la fréquentation des transports publics semble moins affectée, mais

a décliné continuellement tout au long du mois d'octobre, se situant désormais autour de -20 % par rapport à son niveau du début de l'année. L'Italie est le pays où la mobilité apparaît la plus éloignée de son niveau d'avant-crise, avec une fréquentation des transports publics inférieure de 60 % par rapport au début de l'année, en baisse continue depuis mi-septembre. Toutefois, dans les principales économies européennes, l'utilisation des transports apparaît moins affectée par cette deuxième vague épidémique que par la première au printemps.

L'indice de congestion *TomTom* illustre également le déclin de la mobilité avec notamment d'importantes baisses de la congestion routière en France et en Allemagne (*tableau*) : respectivement -12 et -7 points entre fin octobre et mi-novembre. La France rejoint ainsi les niveaux de congestion observés en Espagne, en Italie et aux États-Unis, légèrement supérieurs à 15 % mi-novembre. En niveau, le Royaume-Uni se situe légèrement au-dessus de ces pays

3 - En Europe, le nombre de recherches internet du mot « restaurant » s'effondre à nouveau



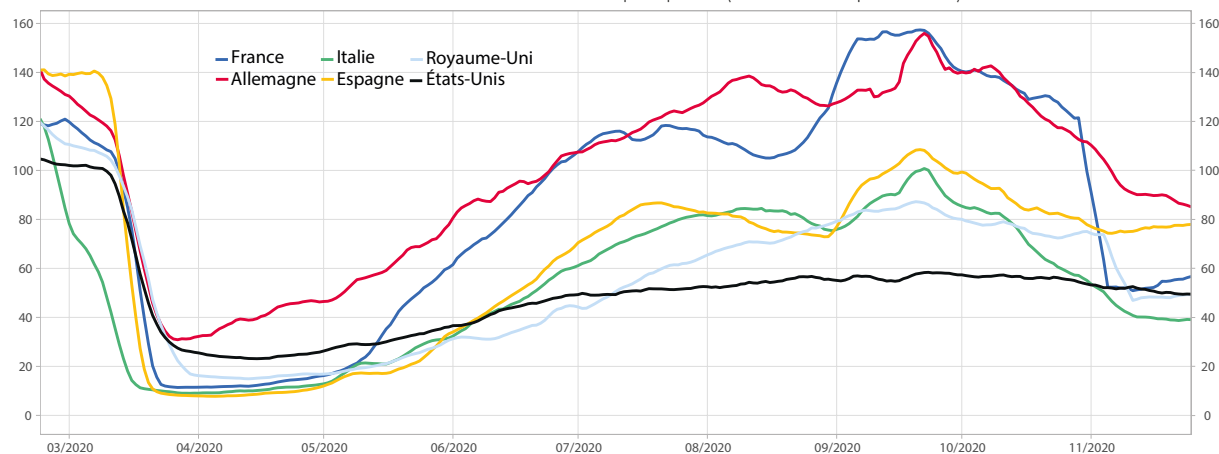
Lecture : la moyenne mobile sur 7 jours du nombre de recherches du mot « restaurant » sur Google en France était inférieure le 21 novembre de 55 % par rapport à la moyenne des moyennes mobiles sur 7 jours des 21 novembre entre 2016 et 2019.

Note : la date du dernier point est le 21 novembre.

Source : Google Trends

4 - Globalement ralentie en Europe et aux États-Unis, l'utilisation des transports publics a lourdement chuté en France

Indicateur de recherches d'itinéraires en transports publics (base 100 le 13 janvier 2020)



Note : la date du dernier point est le 25 novembre.

Source : Apple Maps Mobility

Développements internationaux

(22 %). Le niveau de congestion en Europe et aux États-Unis reste toutefois supérieur à ce qui était observé pendant le premier confinement : il se situait alors entre 5 et 10 % au plus fort de la crise sanitaire (sauf en Allemagne).

Enfin, la deuxième vague épidémique affecte également le trafic aérien européen qui, après un rebond très partiel pendant l'été, a recommencé à décliner : la semaine du 23 novembre, il se situe entre un quart (Royaume-Uni) et un tiers (France) de son niveau d'il y a un an (*graphique 5*).

L'intensification des restrictions sanitaires a également pour effet de réduire les déplacements vers les lieux de travail, en particulier dans les pays dont la population est confinée. Les Français et les Britanniques se rendent moins sur leur lieu de travail depuis la

mise en place des confinements (*graphique 6*). Néanmoins, et malgré l'utilisation du télétravail, l'ampleur du phénomène est nettement plus faible que lors du premier confinement : de part et d'autre de la Manche, les indices de fréquentation des lieux de travail fournis par *Google Maps Mobility* étaient encore supérieurs en novembre à leurs niveaux de mai. En Espagne et en Italie, la fréquentation des lieux de travail a commencé à décliner depuis la mi-octobre, mais de façon plus progressive. À l'opposé, l'Allemagne semble se maintenir à un plateau légèrement au-dessus de -20 % par rapport à son niveau de début d'année. Aux États-Unis, la fréquentation des lieux de travail est également stable depuis plusieurs mois, à un niveau toutefois nettement dégradé (-30 % environ par rapport au début d'année).

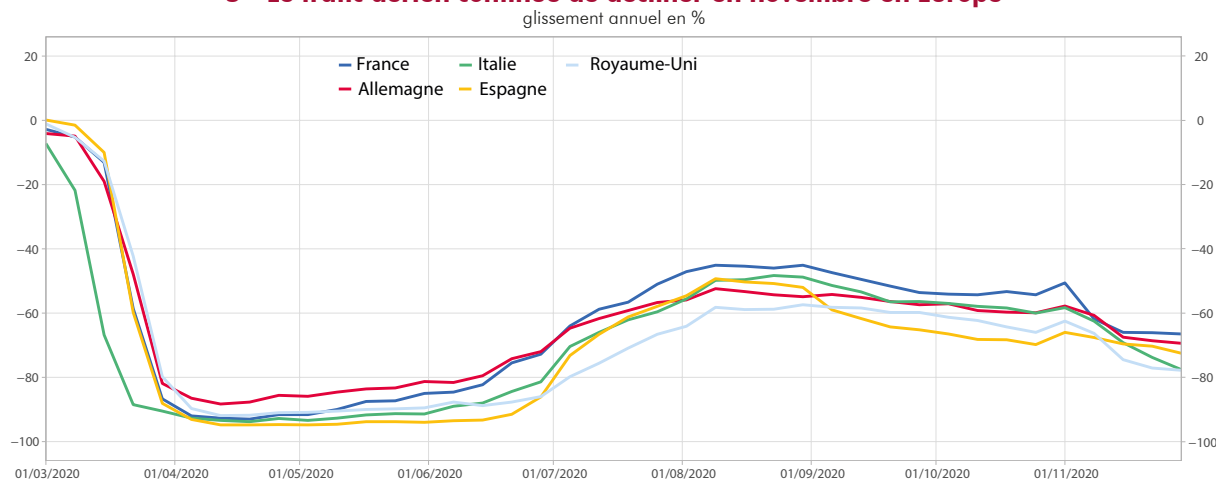
Tableau - La congestion routière témoigne d'une mobilité réduite, mais moins affectée que pendant le premier confinement

	Indice de congestion TomTom				
	Semaine du 2 au 8 mars	Semaine du 13 au 19 avril	Semaine du 14 au 20 septembre	Semaine du 26 octobre au 1 ^{er} novembre	Semaine du 16 au 22 novembre
France	33	7	34	29	17
Allemagne	34	16	37	35	28
Espagne	21	9	16	16	15
Italie	27	4	29	21	16
Royaume-Uni	34	7	25	25	22
États-Unis	31	5	17	17	16

Lecture : l'indice de congestion TomTom représente le pourcentage de temps supplémentaire pour réaliser un trajet en voiture, par rapport à une situation sans circulation. Cet indice était de 33 % la semaine du 2 mars en France, a chuté à 7 % début avril, avant de remonter à 34 % mi-septembre, puis d'atteindre 29 % fin octobre et se situe aujourd'hui à 17 %.

Source : TomTom

5 - Le trafic aérien continue de décliner en novembre en Europe



Lecture : la semaine du 16/11, le trafic aérien en Espagne était inférieur de 70 % à son niveau de la même semaine en 2019.

Note : la date du dernier point est le 29 novembre.

Source : Eurocontrol

Développements internationaux

À l'inverse des économies occidentales, l'économie chinoise poursuit nettement son rebond

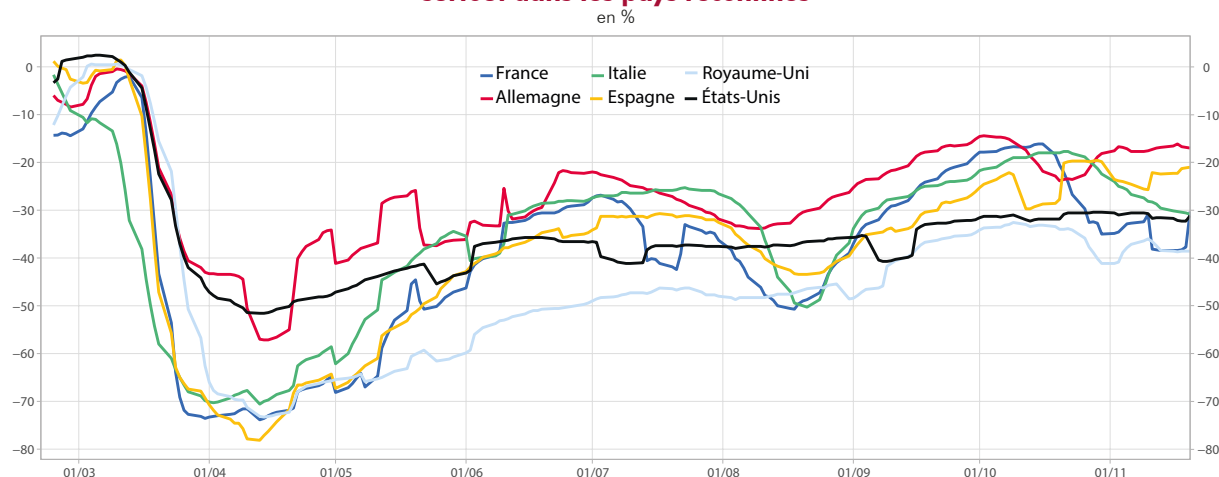
En Chine, le choc provoqué par l'épidémie s'est circonscrit au premier trimestre de 2020, marqué par un recul du PIB de 10,4 %. Deux trimestres de croissance (+11,8 % puis +1,8 %) ont ensuite permis à l'activité de dépasser son niveau d'avant-crise (+4,7 % en glissement annuel).

Malgré un ralentissement de sa croissance annuelle de plusieurs points par rapport au rythme des années précédentes, la Chine devrait ainsi constituer l'une des seules grandes économies à ne pas connaître de récession sur l'ensemble de l'année 2020, d'autant qu'elle est en outre parvenue à éviter une deuxième vague épidémique. Au prix d'un contrôle très strict des

entrées dans le pays et une politique massive de tests et d'isolation, le nombre de cas de coronavirus apparaît aujourd'hui négligeable, ce qui a permis la réouverture des commerces, des restaurants et des transports. Cette dynamique de reprise est corroborée par les indices PMI au-dessus du seuil d'expansion (56,8 pour les services en octobre, 54,9 pour le manufacturier en novembre).

De fait, la production chinoise a particulièrement rebondi, soutenant l'activité économique dans un premier temps, puis atteignant un rythme de croissance sur un an supérieur à celui de 2019 (+6,9 % en glissement annuel pour la production industrielle en octobre contre +5,7 % en moyenne sur l'ensemble de l'année 2019, *graphique 7*). La reprise de l'investissement, soutenu notamment par les mesures de relance (investissement public et des entreprises d'État

6 - La fréquentation des lieux de travail baisse légèrement en Europe, surtout dans les pays reconfinés

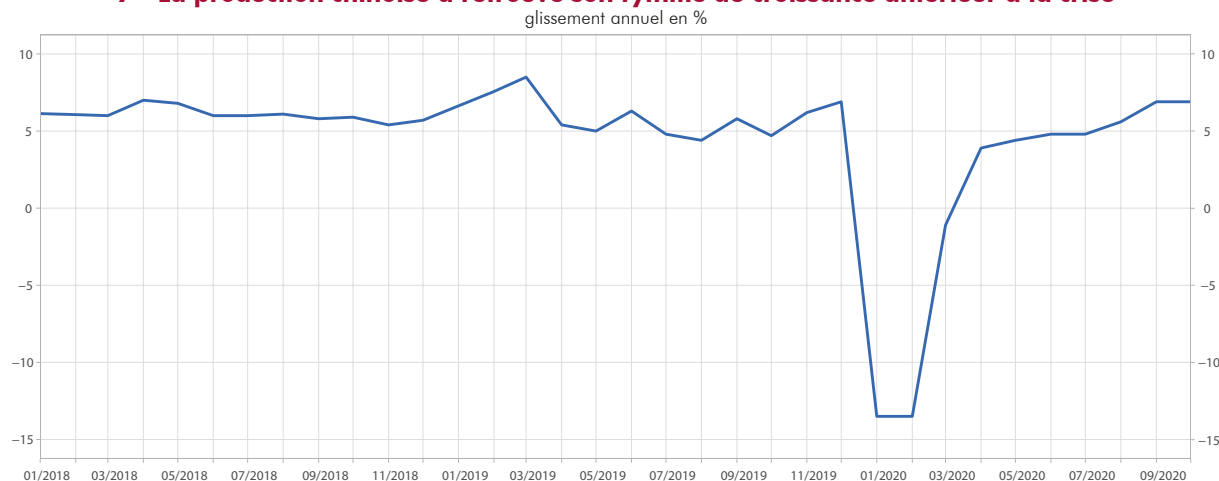


Lecture : la fréquentation des lieux de travail en Italie était inférieure le 13 novembre de 30 % en moyenne mobile sur 7 jours par rapport à la valeur médiane calculée par Google entre le 3 janvier et le 6 février.

Note : la date du dernier point est le 20 novembre.

Source : Google Maps Mobility

7 - La production chinoise a retrouvé son rythme de croissance antérieur à la crise



Note : le NBSC ayant publié un indice de production industrielle commun pour les mois de janvier et février de -13,5 % en glissement annuel, il a été fait ici l'hypothèse d'une chute par rapport à 2019 de ces valeurs aussi bien en janvier qu'en février.

Lecture : en octobre 2020, la production industrielle était supérieure de 6,9 % à son niveau d'octobre 2019.

Source : NBSC

à +4,9 % en octobre en cumul annuel jusqu'à ce jour, contre -0,7 % pour l'investissement privé), repose ainsi en partie sur l'immobilier et les infrastructures (respectivement +12,3 % et +9,7 % en octobre en glissement annuel).

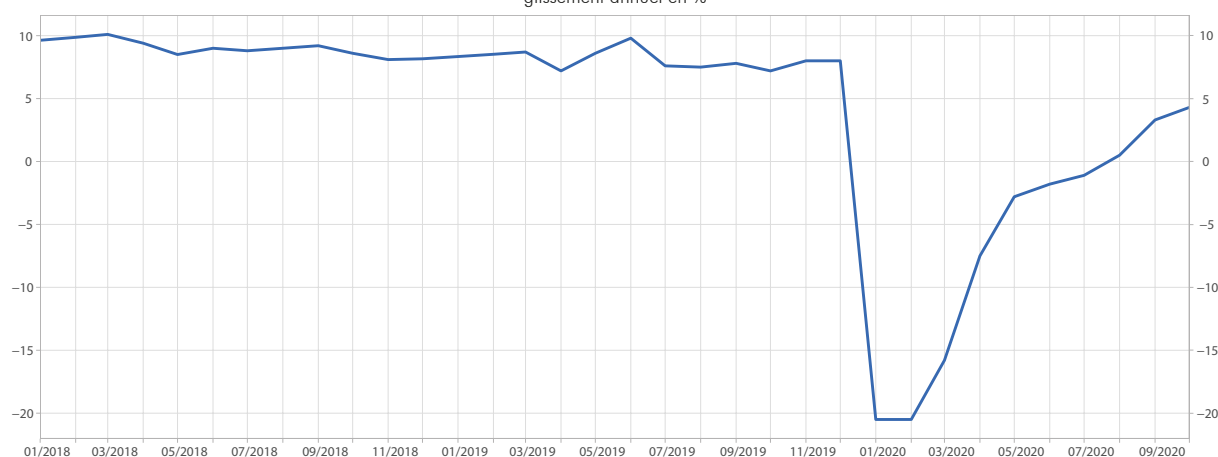
Après une période d'attente, la consommation a finalement redémarré et a dépassé son niveau d'il y a un an (+4,3 % pour les ventes au détail en octobre en glissement annuel) mais demeure encore éloignée de son rythme de croissance de 2019 (+8,1 % en moyenne sur 2019 pour les ventes au détail, *graphique 8*).

Cette reprise de la demande intérieure a également contribué au rebond des importations chinoises (+8,1 % au troisième trimestre par

rapport au trimestre précédent, retraitées au sens de la comptabilité nationale et ajustées des effets saisonniers du Nouvel An chinois). Ceci s'avère en particulier dans les secteurs de l'automobile et des produits de luxe, mais aussi dans le secteur des télécommunications en prévision des sanctions américaines contre Huawei. Les exportations progressent encore à un niveau élevé (+5,1 % au troisième trimestre) en raison de la demande prononcée pour les produits électroniques et les équipements médicaux. En conséquence de cette croissance de la balance commerciale, la Chine est devenue pour la première fois le principal partenaire commercial de l'Union européenne, devant les États-Unis. ■

8 - Les ventes au détail illustrent la reprise de la consommation chinoise

glissement annuel en %



Note : Comme pour la production industrielle, la valeur de janvier-février a été attribuée aux deux mois.

Source : NBSC